

numéro spécial Covid-19 ★ édition numérique

ALTERNATIVE LIBERTAIRE

Alternative Libertaire



MENSUEL DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE
N° 304 ★ AVRIL 2020 ★ GRATUIT

PLEINS FEUX

En luttant contre le virus,
transformer la société p. 2-3

SYNDICALISME

Épidémie de droits de retrait
chez Amazon p. 9

ÉCOLOGIE

Le Covid-19 n'a pas de vertus p. 15

TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS

en première ligne



ÉDITO

On est là

Ce mois-ci, pour la première fois depuis près de trente ans, *Alternative libertaire* ne paraît pas au format papier. En raison du coronavirus, notre imprimeur a stoppé ses machines, et nous n'avons aucune garantie de distribution en kiosques.

Nous avons pourtant bouclé ce numéro et en assurons la distribution la plus large possible au format numérique.

Durant cette période, les militants et militantes de l'Union communiste libertaire restent mobilisé-es. D'abord dans l'entraide, auprès de nos voisines et voisins les plus fragiles qui ont du mal à se déplacer pour faire leurs courses, ou en gardant les enfants de celles et ceux qui travaillent dans des secteurs essentiels. Mais aussi dans nos syndicats pour soutenir le mot d'ordre « droit de retrait général ! » dans tous les secteurs non essentiels, et face aux patrons prêts à sacrifier la vie des autres sur l'autel de leurs profits. Enfin, en criant des slogans à 20 heures sur les balcons, ou en discutant de la situation avec les proches, les ami-es, les voisins pour tisser des liens politiques pour demain.

Car avec cette pandémie, le système tombe le masque. Pour beaucoup de gens, c'est une prise de conscience brutale et immédiate de l'impasse capitaliste et de sa violence. Il faut dès maintenant anticiper ce qui adviendra. Le 17, puis le 25 mars, l'Union communiste libertaire a réuni l'ensemble de ses groupes lors de deux conférences téléphoniques pour définir les enjeux de la période et rappeler la nécessité incontournable d'une révolution politique et sociale.



UCL, 25 mars 2020

Face à la crise

En luttant contre le virus, transformer la société

POUR ENRAYER L'ÉPIDÉMIE

1. Il faut des mesures barrières qui ne soient pas des mesures « de classe », contrairement à ce qui se passe aujourd'hui. Le confinement ne peut être fonction de la hiérarchie sociale, avec des cadres en télétravail et des ouvrières et ouvriers contraints de se rendre sur les sites de production. Le confinement ne peut être fonction de la hiérarchie sociale. Donc : fermeture de toutes les entreprises et services non essentiels, avec maintien intégral du revenu pour les travailleuses et travailleurs en chômage technique, y compris ceux et celles sous statut précaire (intérimaires, CDD, vacataires, etc.).

2. Le travail ne doit être maintenu que dans les secteurs vitaux au soin, au ravitaillement et à l'information de la population. On pense notamment au système de santé, à l'agro-alimentaire, aux transports, à la distribution alimentaire et sanitaire, aux médias audiovisuels et Internet pour passer les consignes. Les travailleuses et travailleurs de ces secteurs sont en première ligne ; la sauvegarde de la population repose sur leurs épaules. Il faut les gratifier, les aider, les épauler, en commençant par assurer la prise en charge de leurs enfants, avec des mesures de prévention et de protection.

3. À la fois pour des raisons d'efficacité et pour empêcher les indécents « coronaprofits » des profiteurs de crise, il faut réquisitionner les entreprises privées de ces secteurs, et les intégrer

dans le service public, en plaçant leur fonctionnement sous le contrôle des travailleuses et travailleurs eux-mêmes. Ce sont eux et elles, en effet, qui sont les plus à même de savoir comment réorganiser les chaînes de production pour se prémunir du virus, avec des protocoles de prévention adaptés.

4. Au-delà, ce sont l'ensemble de la production et des services qui doivent être en urgence réorganisés. L'industrie et les services doivent être entièrement tournés vers la production de matériel sanitaire et de protection, et l'assurance des moyens de subsistance pour toutes et tous. Si l'État et les patrons ne le veulent pas, alors c'est aux travailleuses et aux travailleurs de l'imposer.

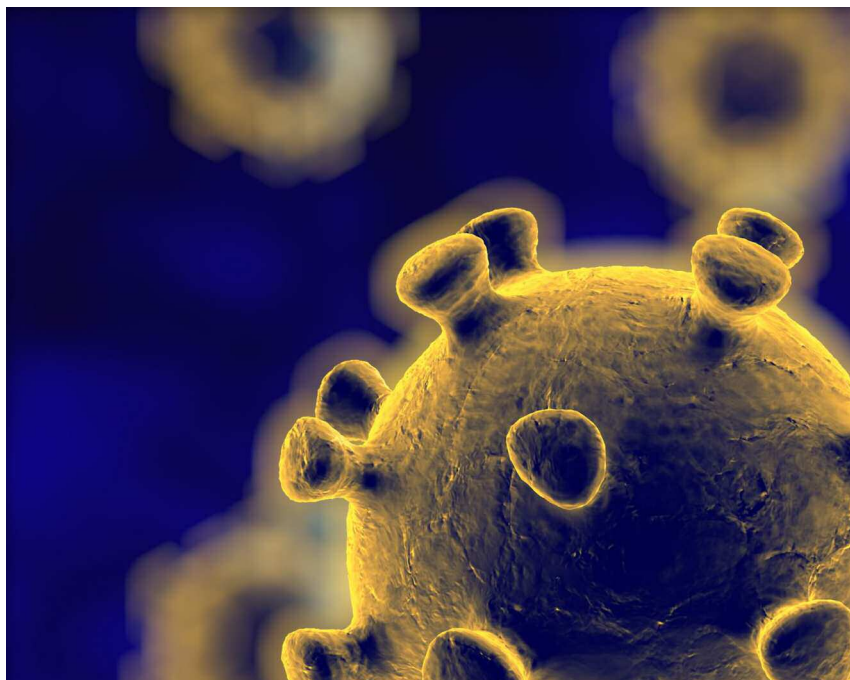
Droit de retrait général dans tous les secteurs non essentiels !

Depuis que l'épidémie de coronavirus a atteint la France, le gouvernement n'a cessé d'osciller entre des mesures d'endiguement – qui sont allées crescendo – et la volonté de préserver les profits des entreprises, en autorisant la continuité du travail dans des secteurs non essentiels.

L'UCL, réunie en conférence exceptionnelle le 17 mars, pense qu'il faut inverser les priorités. La pandémie oblige à des mesures qui doivent nécessairement contrarier les capitalistes. Et qui prouveront que la société et l'économie peuvent tourner de façon radicalement différente.

POUR ÉVITER LA RÉÉDITION D'UN TEL CHAOS

1. La situation actuelle démontre la nécessité de réquisitionner et de socialiser l'ensemble de l'industrie pharmaceutique. Cela permettra de relocaliser la production de médicaments, alors que la France est aujourd'hui dépendante des usines implantées en Inde et en Chine pour 60 à 80 % des principes actifs. Cela permettra aussi de réorienter la recherche et développement vers la satisfaction des besoins réels, au lieu d'une production visant au profit et qui ruine la Sécurité sociale.



2. Le système de santé doit également être révolutionné par la réquisition des cliniques privées et leur intégration dans le service public. Un service public renforcé par des embauches massives et la création de milliers de lits supplémentaires, avec un maillage territorial revitalisé. Depuis des mois, les personnels des urgences crient leur désespoir devant le délabrement de l'hôpital public après des décennies de démolition néolibérale. Les politiciens socialistes, gaullistes ou macronistes qui ont orchestré ce désastre auront du sang sur les mains, et il faut le dire haut et fort.

3. La grande distribution qui, de Carrefour à Amazon, se frotte les mains de la situation actuelle et des profits géants qu'elle escompte engranger, doit également être réquisitionnée et placée sous contrôle de ses travailleuses et travailleurs. Cela leur permettra de se limiter à la distribution des produits vitaux, et de remettre à plat toute l'organisation d'un travail de plus en plus déshumanisé par la conjugaison du taylorisme et du contrôle digital.

CE QUE LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS PEUVENT FAIRE

1. Le mot d'ordre de « droit de retrait général » est le plus adapté à la période dans tous les secteurs non essentiels. Aujourd'hui, dans plusieurs grandes entreprises, des débrayages ont lieu pour se prémunir de la contagion. Mais des salarié-es hésitent encore devant les retenues sur salaire pour fait de grève. Il faut user, dès que possible du droit de retrait pour « danger grave et imminent ».

2. Nous devons pratiquer l'entraide sociale, à l'échelon de chaque immeuble et de chaque quartier : pensons à nos voisines et voisins les plus fragiles, personnages âgées, à mobilité réduite, malades... qui ont du mal à se déplacer pour faire leurs courses. Pensons à nos voisines et voisins qui travaillent dans des secteurs essentiels, et qui ont besoin de faire garder leurs enfants... le tout en respectant les « gestes barrières ». Téléphone, Internet, applications, messages collés dans le hall de l'immeuble... il y a bien des choses à faire pour organiser cette entraide de proximité.

3. Gardons-nous des méfian-

ces xénophobes. Non, nos voisines et voisins d'origine asiatique ne sont pas dangereux, et d'ailleurs personne n'est spécifiquement dangereux. C'est l'Europe, et non la Chine, qui est aujourd'hui l'épicentre mondial de la pandémie.

POUR LIMITER LA CASSE SOCIALE

La pandémie aura été le déclencheur d'un krach boursier et d'une crise financière attendue depuis longtemps par toutes et tous les économistes sérieux. Suite à la crise de 2008, les États avaient en effet pompé des sommes colossales dans les fonds publics pour sauver les traders et les banques privées... qui par la suite n'ont quasiment rien changé de leurs pratiques. Une fois de plus donc, l'économie-casino va craquer, et ce sera dans des proportions sans doute bien pires qu'en 2008.

Avec son cortège de licenciements et de sous-emploi, cette crise frappera en premier lieu les classes populaires qui vont affronter une hausse du chômage, des temps partiels, des boulots précaires... avec une baisse de revenu à la clef.

Pour limiter la casse, il faut d'une part renforcer la protection sociale, pour amortir le choc, d'autre part faire payer le capital. Cela passe par :

- l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage et pas seulement sa suspension ;
- l'abrogation de la casse des retraites, pas seulement sa suspension ;
- l'allongement du délai pour pratiquer une IVG d'une durée égale à celle du confinement, pour désengorger les hôpitaux et anticiper les conséquences prévisibles du confinement ;
- la gratuité des transports pour réduire les démarches, les attroupements et les vecteurs de contamination ;
- l'interdiction des licenciements pendant la période de confinement, le maintien du salaire des personnels vacataires, intérimaires, en CDD et des salarié-es déguisé-es (auto-entrepreneurs ubérisés notamment). Le capital paiera : en 2019 encore, 60 milliards d'euros ont disparu dans les poches des actionnaires du CAC 40 (+ 12 % par rapport à l'année précédente) ;
- la réquisition des logements vacants, des locations Airbnb et



JMB/PHOTOTHÈQUE ROUGE

Depuis des mois, les personnels des urgences crient leur désespoir devant le délabrement de l'hôpital public. Les politiciens socialistes, gaullistes ou macronistes qui ont orchestré ce désastre auront du sang sur les mains.

similaires, des chambres d'hôtels, pour mettre à l'abri, dans les conditions de confinement sanitaire dignes, les familles sans logis, les migrantes et les migrants qui survivent dans des campements sauvages ou sont enfermés dans des centres de rétention, les ouvrières et ouvriers sans papiers qui sont parfois entassés dans des foyers ou des squats insalubres.

- pour les bas revenus, un moratoire sur les loyers et les factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'Internet, l'interdiction des expulsions locatives au-delà du 28 mai.

Le gouvernement est pris de cours par la situation. On peut donc lui imposer des choses, mais seulement si le mouvement social et syndical se retrouve les manches et essaie de prendre les choses à bras le corps. Il est donc crucial que toutes et tous les travailleurs conscients et déterminés s'emparent de l'outil syndical pour regrouper leurs collègues sur des bases solidaires et combatives.



Texte issu des débats de la conférence exceptionnelle de l'UCL du 17 mars 2020

LA SOCIÉTÉ DOIT CHANGER EN PROFONDEUR

Soyons clairs : ces mesures d'urgence sont parcellaires. Elles répondent à la nécessité d'enrayer l'épidémie et de limiter la casse sociale. Mais elles n'empêcheront pas la crise économique d'advenir, parce que celle-ci est le résultat du capitalisme et de l'économie de marché. Le virus n'en aura été que l'élément déclencheur.

Face à cette situation inédite,

le capitalisme a fait la preuve de sa défaillance mais l'État va chercher à maintenir par tous les moyens le système économique en place, quitte à prendre la main temporairement sur l'ensemble des activités économiques, en procédant de manière dirigiste à l'organisation de la production via des réquisitions.

Pour le gouvernement, ce sera la seule alternative au chaos auquel mènerait le chacun-pour-soi. Pour nous, communistes libertaires, les mesures d'urgence que nous proposons comme les responsabilités qu'imposeront, prendront et exerceront dès aujourd'hui les travailleuses et les travailleurs dessinent une toute autre alternative. Nous avons un autre projet à défendre : un projet reposant sur l'entraide et l'égalité, avec une organisation stricte et planifiée de la production et de la distribution des biens essentiels mais sous contrôle des travailleuses et des travailleurs.

Nous pensons qu'il est grand temps de repenser de fond en comble le fonctionnement de la société, de l'adapter aux capacités de chacun et de chacune pour répondre aux besoins de tout le monde.

Nous pouvons en finir avec ce système, en plaçant l'ensemble des moyens de production et de distribution entre les mains des travailleuses et des travailleurs, en remplaçant l'économie de marché par une économie socialisée et autogérée, et l'État par un système fédéraliste auto-gestionnaire.

Crise du coronavirus

Grain de sable dans le capitalisme mondial

La crise sanitaire causée par le coronavirus entraîne l'économie mondiale dans la récession. Cherchant à sauver des marchés financiers et des entreprises au bord du gouffre, les gouvernements multiplient les mesures spectaculaires mais restent inaudibles. Ce que révèle le Covid-19, c'est la démesure financière et la dépendance du Capital vis à vis de l'État.

Alors que les gouvernements multiplient les mesures sanitaires pourtant insuffisantes, la finance mondiale s'effondre à une vitesse vertigineuse. Les principaux indices boursiers de Wall Street (Dow Jones, Nasdaq...) ont connu le 16 mars une des pires journées de leur histoire, et la situation n'est pas meilleure pour les grandes places financières européennes et asiatiques : depuis la fin février, le CAC 40 a perdu près du tiers de sa cotation.

Les principaux pôles économiques mondiaux sont d'ores et déjà en récession, entraînant le reste du monde. Et les institutions économiques internationales (Banque mondiale, OCDE...) revoient à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2020.

DES LEVIERS MONÉTAIRES USÉS JUSQU'À LA CORDE

Cet effroulement a lieu malgré que les États bourgeois annoncent les dépenses les plus folles pour rassurer les financiers. Les banques centrales ont multiplié les interventions sur les marchés pour que les banques commerciales ne manquent pas de liquidités, et pourtant, les principaux établissements américains ont vu leur cotation boursière chuter. Mais les leviers monétaires ont atteint leurs limites : ils étaient déjà pratiquement à leur maximum depuis 2008. Si bien que la présidente de la Banque centrale européenne a annoncé la suspension de la règle imposée aux États - les fameux 3 % maximum de déficit budgétaire, en particulier.

Mais la relance par la dépense publique et la baisse des impôts ont elles aussi des limites. Comme on nous le rappelle fréquem-

ment, les États sont lourdement endettés : de l'ordre de 100 % en France et de 110 % pour les États-Unis. Et la crise économique qui s'annonce va encore rogner les recettes des États.

UN KRACH PUREMENT BOURSIER ?

Certains analystes essaient d'expliquer que cette crise est purement financière et ne se répercutera que peu sur l'économie réelle. Mais ce sont les mêmes qui nous disent, par temps calme, que la valeur des titres financiers reflète efficacement les « fondamentaux » de l'économie réelle (production, profit, emploi, prix)... Sauf que ces fondamentaux sont dans un état bien plus inquiétant qu'à l'époque du krach de 1987. La croissance américaine tournait autour de 4 % à la fin des années 1980, alors qu'elle gravite plutôt autour de 2 % ces dernières années. Les entreprises et les foyers américains sont aussi fortement endettés, au même titre qu'au Royaume-Uni, en Australie et dans nombre d'économies capitalistes avancées. La moindre panique boursière pourrait donc faire s'effondrer des pans complets de l'économie états-unienne, à commencer

par le secteur des pensions de retraite privées ou de la dette étudiante, entraînant le monde entier dans une crise profonde.

GIGANTISME DE LA SPHÈRE FINANCIÈRE

C'est que le capitalisme est un système économique délicat. Une de ses forces et, mais aussi de ses faiblesses, comme l'avait analysé Marx, est d'être fondé sur des paris à propos de l'avenir. Depuis quelques décennies, l'endettement est devenu de plus en

plus indispensable pour que l'économie capitaliste continue de croître.

Or, la sphère financière est hypertrophiée depuis les années 1980. Les marchés nationaux sont interconnectés et les produits financiers (titres de dettes, actions...) de plus en plus interdépendants. Autrement dit, il suffit qu'une partie du système mondial s'écroule pour que le reste suive. Rien de majeur n'a été fait pour éviter la réédition de la crise de 2008. Aux États-Unis, les maigres régulations mises en place par Obama ont été démantelées par Trump. Le coronavirus n'est pas le responsable de la crise qui s'annonce, mais la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

LE COVID-19, UN RÉVÉLATEUR

Ce que la crise sanitaire révèle, plus profondément encore, c'est la nécessité d'une intervention croissante de l'État pour maintenir à flots un capitalisme de plus en plus globalisé, aux chaînes de production extrêmement complexes, et par conséquent instable. Un grand tabou du débat entre la gauche capitalo-compatible et la droite libérale-conservatrice, c'est que la dépense publique ne baisse pas... elle stagne voire augmente malgré l'austérité. Après des décennies de rigueur, de destruction des services publics, de privatisation à tout-va, l'État n'a jamais été un acteur aussi indispensable au



Ce que la crise sanitaire révèle, c'est la nécessité d'une intervention croissante de l'État pour maintenir à flots un capitalisme de plus en plus globalisé, aux chaînes de production extrêmement complexes, et par conséquent instable.

capitalisme. Simplement, plutôt que d'intervenir directement dans l'économie comme il le faisait au XX^e siècle, il distribue des subventions aux entreprises privées qui en font ce qu'elles veulent. Sans même parler des dépenses militaires mondiales qui continuent de grimper.

Il ne faudrait donc surtout pas voir dans les premières mesures étatiques annoncées un début de « socialisme ». En France, l'état d'urgence sanitaire permet de violer les dispositions les plus fondamentales du droit du travail (35 heures, congés...), tandis que le Portugal, dirigé par le PS, a suspendu le droit de grève le 21 mars. Nous assistons en fait à un basculement vers une sorte d'économie de guerre, où l'État missionne et encadre le patronat pour « faire tourner » la machine, y compris des secteurs non essentiels, tout en lui garantissant l'obéissance du prolétariat au nom d'une « union sacrée » qui masque la brutalité de la lutte des classes.

Mathis (UCL Grand-Paris sud)
et Dadou (UCL Clermont-Ferrand)

La Bourse finance assez peu l'économie

La Bourse est le lieu (réel ou virtuel) où s'échangent divers titres financiers (actions, obligations...) de seconde main ou, pourrait-on dire, d'occasion. On l'appelle donc le « marché secondaire ». Tous les titres échangés avaient déjà été vendus au moins une fois auparavant ; l'entreprise qui les avait émis à l'origine ne gagne donc pas d'argent dans cet échange. Les fameuses « introductions en Bourse » de grandes entreprises nous induisent en erreur à ce sujet : les titres émis sur le marché du « neuf » (appelé « marché primaire ») ne sont pas pris en compte dans les cours boursiers et représentent

une part infime des titres en circulation. Aussi étonnant que cela paraisse, le rôle de la Bourse dans le financement de l'économie est donc quasi nul. C'est la raison pour laquelle les cadeaux fiscaux aux entreprises, généralement très coûteux pour les finances publiques, ne produisent que des effets minimes : la plupart des capitalistes s'en servent pour racheter leurs propres actions ou des actions d'autres entreprises en bourse, dans un but de spéculation, et non pour investir. L'explication est simple : investir dans des affaires qui ont déjà fait leurs preuves est beaucoup moins risqué...

Actions médiatiques

Une bonne image vaut mille mots

De nombreux mouvements, notamment dans le champ de l'écologie, ont pour stratégie principale celle d'interpeller « l'opinion publique » de manière à faire pression sur « les décideurs ». Réalisant des actions symboliques pour frapper les esprits et jeter l'opprobre sur les responsables, ils se rendent dépendants des médias dominants et des réseaux sociaux pour toucher largement. Peut-on s'éviter cette contradiction La fin en vaut-elle les moyens ?

En 1986, six mois après sa fondation, Act Up accroche une banderole sur les tours de Notre-Dame de Paris pour dénoncer l'attitude de l'Église catholique vis-à-vis de l'épidémie du sida. Aujourd'hui, ce sont notamment les mouvements écologistes qui usent majoritairement de cette stratégie : interpeller l'opinion publique en dénonçant par des actions symboliques la responsabilité des entreprises et des institutions, créer une réprobation massive pour forcer ces dernières à bouger. C'est là une stratégie différente de celle traditionnellement utilisée par le syndicalisme de lutte dont l'outil principal est la grève qui d'une part produit une pression économique et d'autre part permet une auto-organisation des travailleuses et travailleurs en lutte.

Aujourd'hui, alors que le capitalisme dans sa forme néolibérale a déstructuré le salariat et les collectifs de travail, affaiblissant ainsi la force du prolétariat organisé, on ne peut ignorer la nécessité de combiner la stratégie de l'action directe (grève, blocage, sabotage) à celle de la conquête de l'opinion publique. De Total aux Gafam en passant par Bayer-Monsanto, les grandes entreprises et même les institutions craignent parfois moins les grèves que le « risque réputationnel » que fait peser sur elles la menace d'actions symboliques de dénonciation.

PRINCIPES MARKETING ET LUTTES MATÉRIELLES

La lutte contre l'exploitation capitaliste et contre les oppressions est avant tout une lutte matérielle, mais elle est également une lutte idéologique. Dans une époque où l'idée qu'il n'y aurait pas d'alternative a gagné la bataille culturelle, il est nécessaire, si on veut dévelop-

per la lutte matérielle, d'avancer sur le terrain de la conviction large. Il nous faut éroder le consentement, polariser les opinions en notre faveur, faire sortir les « neutres » de leur neutralité, les amener à se scandaliser, étape nécessaire pour peut-être un jour passer à l'action et ainsi mener une lutte matérielle. Il s'agit de dévoiler les choses, de dénoncer moralement des situations et de nommer les personnes et les institutions qui en sont responsables¹. La difficulté, c'est que s'attaquer à la culture dominante nécessite d'aller l'affronter aussi sur son terrain, celui des médias dominants, et de satisfaire à quelques principes marketing de base.

En matière de bataille de l'opinion publique, il est nécessaire de faire la différence entre ce qui nous préoccupe, la profondeur de nos analyses et de notre projet, et ce qu'on va dire pour être entendu-es. De #BlackLivesMatter à #MeToo, nous disposons de 280 caractères² pour faire passer nos idées. Il faut frapper les esprits, inonder l'espace médiatique pour rendre le sujet impossible à ignorer et faire en sorte que le plus de monde possible se l'approprie. Des images fortes, symboliques, sont utilisées pour créer un buzz médiatique et forcer les gens à se positionner, tout en étant perçus comme légitime par l'opinion publique que l'on vise. C'est pour signifier cela que les mouvements qui suivent cette stratégie parlent de « désobéissance civile », pour signifier qu'ils placent la légitimité des actions au-dessus de leur éventuelle illégalité. Cependant, le recours à la violence étant rarement perçu comme légitime par le « grand public », la non-violence est une caractéristique fondamentale de ces modes d'action³.

Il faut frapper les esprits, inonder l'espace médiatique



«Action coup de poing : réalisation d'une «nature morte» par des militant-es d'Attac, de la Confédération paysanne, d'Extinction Rebellion et de RadiAction, le 22 mai 2019 à laGarenne-Colombe pour dénoncer « les ravages causés par Bayer-Monsanto qui engendrent un société toxique pour les paysans, les citoyens, la biodiversité et l'environnement ».

D'AUTRES CANAUX QUE LES NÔTRES

La bataille de l'opinion publique interroge la tension qui existe entre radicalité minoritaire et aspiration majoritaire. En matière de diffusion d'idées, il y a deux champs de bataille, distincts. Les livres, articles, débats, conférences gesticulées, pastilles YouTube, tracts, intéressent les personnes déjà convaincues et leur permettent d'enrichir leurs opinions et leurs analyses. Mais s'il s'agit de diffuser nos idées à des personnes non convaincues, il faut passer par d'autres canaux que les nôtres, et notamment par les médias dominants.

On ne peut ignorer que même

le fait de devenir majoritaires ne rend pas le changement inéluctable. « Changer les esprits pour changer le monde » est sans aucun doute nécessaire, mais ce n'est pas suffisant. Ceci d'autant plus que le fait d'« ouvrir les yeux » sur une situation ne signifie pas forcément avoir toutes et tous le même projet pour transformer celle-ci : le confusionnisme ambiant en est bien la preuve. Si les actions médiatiques permettent de faire avancer auprès du « grand public » de nouvelles compréhensions de la réalité, des valeurs alternatives à celles diffusées par la culture dominante, il est indispensable de développer des collectifs au sein desquels construire une analyse politique commune à partir de nos situations, expérimenter l'auto-organisation, et passer à l'action concrète pour transformer matériellement les structures d'exploitation et d'oppressions⁴.

Adeline DL (UCL Paris Nord Est)

1 C'est la pratique du *naming and shaming*.
2 Sur Twitter.
3 Ainsi, les activistes d'Extinction Rebellion restent assis et non-violent quand ils et elles se font gazer à bout portant sur le pont de Sully, à Paris, en juin 2019 : il s'agit de montrer que la police est violente face à des personnes pacifistes qui se mobilisent pour le climat.
4 Lire : De Lepinay « Organisons-nous ! Manuel critique » écrit par l'autrice de cet article (lire la chronique dans *Alternative libertaire*, février 2020).

La fin justifie-t-elle les moyens ?

Une action symbolique ne vaut que par sa diffusion. Si les journalistes ne viennent pas relayer l'action, alors celle-ci ne sert à rien si ce n'est à se faire plaisir. Ainsi, mener la bataille de l'opinion publique contraint à dépendre des médias. Mais si nous luttons avec les armes de l'ennemi, qu'est-ce que cela a comme conséquences pour notre objectif de transformation sociale ? Un des risques est que faire des actions devienne une fin en soi, car on devient vite accro au fait de créer des images et des petites phrases choc et de mesurer leur popularité sur Twitter. On est alors aspiré par la société du spectacle qui manipule les foules par

l'émotionnel. Par ailleurs, un problème de cette stratégie médiatique est qu'elle n'est pas de nature à favoriser l'auto-organisation démocratique : elle nécessite de mettre en avant des figures médiatiques et/ou de développer des liens privilégiés donc personnels avec des personnes influentes, voire elle nécessite une culture du secret pour faire des actions « surprises ». Ainsi bien souvent cette stratégie ne peut être mise en œuvre que par de petits groupes qui donnent aux autres des instructions à suivre presque aveuglément (« RDV tel jour à tel heure et à tel endroit : nous vous dirons alors ce que nous allons faire »).

Pandémie

Le réveil des préjugés anti-asiatiques

Dans de nombreux journaux français, le Covid-19 a été souvent associé à la Chine par les expressions « coronavirus chinois » ou « péril jaune ». Cette stratégie a un double effet, elle dédouane les états de ne pas mettre en place les mesures nécessaires à la gestion de l'épidémie. De plus, elle fait porter la responsabilité de l'existence du virus sur le pays où les premiers cas ont été recensés provoquant une vague de racisme à l'encontre des personnes identifiées comme asiatiques.

Les pandémies ne sont pas seulement des événements médicaux, elles sont aussi essentiellement des événements sociaux et politiques. Leur propagation, leur gestion, les maux et les mots qu'elles génèrent sont avant tout politiques. Associer à une pandémie une nationalité n'est pas nouveau dans l'histoire, et ce n'est pas neutre. Il y eut la grippe dite « espagnole » (1918-1919), et plus loin encore la syphilis que les Français ont nommé le « mal de Naples », les Italiens de « mal français » tandis que les Russes parlaient eux de « mal polonais » ! De même en fut-il de l'usage du terme « sidaïque » visant à utiliser des mécanismes similaires à l'antisémitisme envers les personnes

séropositives – et prôner en creux le même « traitement » ! – par l'extrême-droite française durant l'épidémie de VIH-sida des années 1980. Finalement une épidémie nous en dit sans doute plus sur une société que sur l'état de la médecine !

LE RACISME : UNE AUTRE PANDÉMIE À COMBATTRE

Depuis le début de l'épidémie du Covid-19 en décembre 2019, le nombres d'insultes, de propos stigmatisants et d'agressions contre les personnes d'origine asiatique ont explosé. La peur du coronavirus est instrumentalisée de manière raciste pour justifier des discriminations, comme par exemple, refuser des candidatures à l'emploi. Évidemment,

le racisme anti-asiatique n'est pas apparu avec le virus. On peut en effet retrouver dans cette peur des Asiatiques la rhétorique du péril Jaune, datant de la fin du XIX^e siècle. Cette idée selon laquelle les Asiatiques seraient barbares, une menace, et envahiraient le monde occidental, est donc toujours présente et a été réactivée avec lamontée en puissance du Japon sur la scène économique dans les années 1970 puis de la Chine dans les années 2000. Une des craintes véhiculées par ce discours raciste est d'ailleurs la peur des maladies qu'amèneraient cette population immigrée originaire de Chine, un pays qui aurait des traditions culinaires répugnantes.

La rhétorique du péril jaune est internationale. Elle a notamment justifié la colonisation de l'Indochine par la France ou encore les guerres de l'opium contre la Chine. Ainsi, lorsque le *Courrier picard* utilise « Alerte jaune » dans sa Une du 26 janvier 2020, puis « Le péril jaune ? » pour titrer

son éditorial du même jour, il le fait en toute connaissance de cause, faisant référence de manière décomplexée à ce concept raciste. Le racisme envers les Asiatiques est aujourd'hui souvent invisibilisé et minoré. L'irruption du coronavirus l'a fait ressurgir médiatiquement, il ne faudrait pas, comme après 2016 et le meurtre de Chaolin Zhang, oublier que ce combat fait partie intégrante de la lutte antiraciste.

La commission antifasciste



Élections Municipales

Premier tour : Le RN s'enracine

Dans un contexte de pandémie mondiale, le gouvernement a tout de même maintenu le premier tour. Ces élections, le Rassemblement national (RN) voulait s'en servir de premier tremplin pour la présidentielle de 2022. Il perd globalement son pari, mais consolide ses positions locales.

Alors que les médias annonçaient une centaine de mairies pouvant potentiellement basculer à l'extrême-droite, celui-ci enregistre des résultats bien en deçà de ses espérances. Tout d'abord, le RN n'a réussi à déposer que 430 listes, contre 600 en 2014, ce qui témoigne de sa difficulté à maintenir des équipes militantes dans la durée. On peut penser que le vote RN reste principalement un « vote de rejet », avec une adhésion épisodique, et que les déboires continus du parti (affaires, trahisons, détournement de fond,...) ont sapé la « dédramatisation » entamée il y a dix ans. Le nombre d'adhérents officiel est ainsi redescendu à 20 000, contre 50 000 revendiqués en 2017. Ainsi, dans de nombreuses régions

(notamment l'Île-de-France), la présence du RN était minime, voir nulle.

Conscient de sa faiblesse, le RN a priorisé les régions Nord et Sud-Est, espérant l'emporter dans 50 villes, contre 11 en 2014. Cette stratégie n'a pas payé : seules quelques villes du bassin minier, de l'Hérault, du Gard et de la région Paca ont une liste RN qui peut se maintenir au second tour, et très peu sont en position favorable. Cette contre-performance soulage certes, mais il ne faut pas s'en réjouir outre mesure..

UN REVERS POUR LES ANTIFASCISTES

En effet, ces résultats sont déformés par l'abstention record qui, accentuée par l'épidémie, a atteint 54,5 %.. Ensuite, même en tenant compte

de cette donnée, les maires RN déjà installés, ont réalisé d'excellents scores : six d'entre eux ont été réélus dès le premier tour : David Rachline à Fréjus (50,6%), Steeve Briois à Hénin-Beaumont (74,21%), Joris Hébrard au Pontet (57,2%), Julien Sanchez à Beaucaire (59,5%), Franck Briffaut à Villers-Cotterêts (53,46%) et Philippe de Beauregard à Camaret-sur-Aigues (70,22%). Seule Mantes-la-Ville (78), où le RN a fait 30 % au premier tour, pourrait être perdue. En dépit du travail de résistance fourni par les syndicats locaux, force est de constater la banalisation de la gestion RN dans le paysage local, aussi bien dans l'électorat que parmi les partis concurrents.

Enfin, si la fameuse vague bleu marine n'a pas déferlé, l'extrême-droite continue à gagner du terrain. Perpignan pourrait être la première ville de plus de 100 000 habitants à

passer sous gestion RN : Louis Aliot y est en tête avec 35,65% des voix. Même avec un score moins bon que prévu, Stéphane Ravier, dans le 7^e secteur de Marseille, fait près de 20%. Dans la région d'Orange, comme dans l'ancien bassin minier autour de Lens et d'Hénin-Beaumont, une continuité territoriale RN, et plus largement d'extrême-droite, se dessine, même si aujourd'hui encore, beaucoup de candidatures « apolitiques » rechignent à arborer l'étiquette. En bien des endroits, notamment dans le Sud-Est, les partis de droite ont renoncé à toute idée de « digue » républicaine.

Face à cela, nous manquons cruellement d'un antifascisme populaire et large pour combattre les idées nationalistes et leurs représentants. Le risque nationaliste est là. Prenons-en la mesure et organisons nous en conséquence.

La commission antifasciste

Big Brother

Hors de nos villes et de nos écoles !

Le 3 février dernier le tribunal administratif de Marseille annulait la décision prise par le conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur de mettre en place un dispositif de contrôle d'accès par comparaison faciale et de suivi de trajectoire des élèves dans deux lycées de la région. Une première victoire qui annonce d'autres combats à venir contre le cauchemar orwellien de « safe city ».

« Un marteau piqueur pour frapper une fourmi », c'est ainsi qu'au Tribunal administratif de Marseille le rapporteur public a qualifié la mesure, prise en décembre 2018 par le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'approuver une convention tripartite à titre « d'expérimentation » avec la société Cisco relative à la mise en place d'un dispositif de contrôle d'accès par comparaison faciale et de suivi de trajectoire au sein des lycées Ampère de Marseille et Les Eucalyptus de Nice. Suivant l'avis donné cet automne par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), le tribunal, saisi par la Quadrature du Net, la Ligue des droits de l'homme (LDH), la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) et la CGT Educ'Action des Alpes-Maritimes, a jugé que pour gérer les entrées et sorties d'un lycée, la reconnaissance

faciale est une « mesure disproportionnée » en l'existence de mesures alternatives, et humaines, bien moins attentatoires aux droits et libertés. Il s'agit en l'espèce de la première décision juridictionnelle concernant la reconnaissance faciale, et donc de la première victoire d'un long combat à venir en vue de l'interdiction totale de toutes les technologies et dispositifs de reconnaissance faciale.

L'EXPÉRIMENTATION À LA SAUCE BIG BROTHER

Une autre audience début mars, toujours au tribunal administratif de Marseille, devait statuer pour sa part sur la mise en place, à Marseille, d'un système permettant d'alerter automatiquement la police du moindre « comportement anormal » détecté par les caméras de vidéosurveillance. Le système permettrait aux opérateurs d'effectuer un « traitement



automatique de données [...] afin de détecter des anomalies / incidents/faits remarquables » ou bien encore de permettre la « détection d'anomalies non identifiables par un opérateur ». Le champs d'application de ces « traitements automatiques » va de « l'incivilité » (tags, dégradation de mobilier urbain) aux résolutions d'affaires criminelles. Le dispositif prévoit également, comme cela a déjà été expérimenté à Saint-Étienne courant 2019, des dispositifs d'analyse sonore de l'environnement urbain.

SAFE CITY OU JAIL CITY?

La ville de Nice sous l'impulsion de Christian Estrosi veut

aller encore plus loin encore. Au menu : reconnaissance faciale et détection des émotions des usagers du tramway en se basant sur la technologie d'une start-up française, Two-i, qui promet, en se basant sur l'analyse de l'émotion, d'ériger « des règles statistiques permettant de prévoir le comportement ». Les projets de « villes sécurisées », safe city, renvoient à l'utopie de l'infaillibilité technoscientifique. Derrière la promesse d'un hypothétique futur avenir radieux guidé par la science se profilent surveillance, contrôle, répression et traque de « l'anormalité », laquelle se définit toujours selon les intérêts des dominants.

David (Grand-Paris Sud)

Cisco entre censure et espionnage

Rappelons que la société états-unienne Cisco a été impliquée en 2011 dans la mise en place d'un système de censure d'Internet au profit du gouvernement chinois et qu'une enquête du *Guardian* a révélé en 2014 que la NSA interceptait du matériel Cisco destiné à l'exportation à des fins d'espionnage... Drôle d'alliance pour un conseil régional exclusivement constitué d'élus de droite et d'extrême droite !

Décentralisation

Le coronavirus fait tomber Framatalk

Le confinement a entraîné une hausse forte et rapide de l'usage du service de vidéoconférence de Framasoft, Framatalk. Cela a obligé Framasoft à procéder à une migration d'urgence du service sur un serveur plus robuste. L'occasion de rappeler la nécessité de la décentralisation.

Le site Status.framasoft.org recense en temps réel les incidents techniques touchant les services de Framasoft de sorte que les utilisateurs et utilisatrices de ces services soient informés. On consulte par exemple ce site lorsqu'on constate avec surprise qu'un framapad a été effacé pendant la nuit et qu'on veut savoir si Framasoft est déjà « sur le coup ». On peut même s'y abonner, par exemple via un flux RSS, pour être constamment tenu au courant des mises à jour du site et ainsi n'être jamais pris par surprise lors d'une interruption de service prévue de longue date, à des fins de maintenance.

Mardi 10 mars, tôt dans la matinée,

les abonné-es de Status.framasoft.org ont découvert un « incident » ironique et surprenant : les gens étant encouragés par le climat paranoïaque ambiant, voir même forcés par des mesures de confinement, à rester enfermés chez eux, le service de vidéoconférence Framatalk (instance du logiciel libre Jitsi Meet) a vu son usage soudainement multiplié par huit ! Cela a causé des bugs et des ralentissements qui ont obligé l'équipe de Framasoft à procéder à une migration d'urgence vers un serveur plus robuste, capable de mieux encaisser le choc.

La migration n'a duré que cinq minutes et toute cette affaire relève

bel et bien de l'anecdote ; cependant, quelques lignes du rapport d'incident attirent l'attention : « Nous demandons cependant aux collectifs, institutions et organisations qui en ont les capacités techniques d'envisager d'héberger elles-mêmes le logiciel libre Jitsi Meet¹, notre tutoriel d'auto-hébergement se trouve d'ailleurs ici². »

UNE SEULE SOLUTION, LA DÉCENTRALISATION

Framasoft nous invite donc, une fois de plus et en cohérence avec son discours habituel³, à décentraliser au lieu de remplacer un centre (Google, ou ici Skype – qui appartient pour le coup à Microsoft) par un autre (en l'occurrence, Framasoft et son Framatalk), même si ce dernier est libre et éthique. Dégoogliser Internet pour ensuite se rendre compte qu'il faut

maintenant déframasoftware Internet, c'est l'arroseur arrosé ! La décentralisation n'est pas une option et n'est pas qu'une belle idée politique : en informatique, la décentralisation est aussi une garantie de robustesse et de pérennité du service. C'est pour cela que Framasoft est aussi à l'impulsion de l'initiative CHATONS (Collectif des hébergeurs alternatifs, transparents, ouverts, neutres et solidaires).

Les instances de Jitsi Meet, c'est comme les reins : on peut très bien vivre avec un seul, mais en cas de pépin, mieux vaut en avoir un deuxième sous le coude !

Léo (UCL Grand-Paris-Sud)

1. Lire aussi « Jitsi Meet, Secure, Simple and Scalable Video Conferences », sur github.com.
2. Lire aussi « Installation de Jitsi Meet », sur framacloud.org.
3. « Framafin de (certains) framatruces », *Alternative libertaire* de février 2020.

Raffineries

La grève a pris, pas le blocage

Pourquoi les raffineries de pétrole, en première ligne dans la lutte contre la loi Travail en 2016, sont-elles restées en retrait lors des grèves de l'hiver 2019-2020 ? Certaines ont pourtant été en grève reconductible – jusqu'à 43 jours à Grandpuits –, mais la CGT n'a pu obtenir l'arrêt complet des installations. Éclairage.

Début janvier 2020, alors que la SNCF et la RATP entraient dans leur cinquième semaine de grève, l'inquiétude pointait. Certes, le mouvement avait magnifiquement enjambé la « trêve de Noël » et restait déterminé. Mais l'arrivée des premières feuilles de paie à zéro euro allait faire mal. La reprise du travail menaçait. Quel secteur pourrait alors jouer le rôle de locomotive de la lutte ?

Les regards se tournaient avec insistance vers les raffineries de pétrole, fers de lance de la contestation

de la réforme Fillon en 2010, puis de la loi El Khomri en 2016. Qu'en était-il en 2020 ?

NIVEAU 1 ET NIVEAU 2 DE LA LUTTE

Dans un établissement classé Seveso 2, comme une raffinerie, la grève obéit à des modalités particulières, pour éviter tout accident. En termes de rapport de force, il y a en quelque sorte le niveau 1 et le niveau 2. Au niveau 1, on fait grève, mais sans arrêter les installations : la production continue à minima, mais le carburant ne sort pas du site. Au niveau 2, on force l'arrêt des installations : c'est une opération plus sensible, qui s'étale sur plusieurs jours et bloque tout durablement, puisque le redémarrage lui-même prendra plusieurs jours.

La CGT est majoritaire dans sept raffineries sur huit (voir encadré ci-dessous) et, dès qu'il est apparu que la date du 5 décembre 2019 pourrait être le point de départ d'une lutte de grande ampleur, la Fédération nationale des industries chimiques (Fnic), qui se classe dans l'aile combative de la CGT, s'est retroussé les manches. Le 22 octobre, elle a appelé à la grève reconductible à partir du 5 décembre.

Au sein de la Fnic, les syndicats des raffineries disposent de leur propre coordination, animée par Thierry Defresne, délégué syndical central pour les raffineries Total. Ensemble, les militantes et militants ont préparé la bataille, tout en ayant conscience que le climat serait moins porteur que quatre ans auparavant. « Les salari-

és ont souvent gardé un souvenir désabusé de la lutte de 2016, constate Defresne. Beaucoup l'ont vécue comme une "grève par procuration" qui les a vus acclamés en héros

certes, mais des héros assez isolés et finalement perdants après plus de trois semaines de grève... » Avant le 5 décembre, les remontées du terrain étaient donc assez mitigées. Les salarié-es se disaient prêts à participer à un mouvement d'ensemble, mais sûrement pas à en prendre la tête. Faire grève, oui. Arrêter les installations ? Ça dépendrait des événements...

À cette circonspection s'ajoutaient des conjonctures locales contrastées. À Donges, le site, assez inadapté au marché, est menacé, et Total fait du chantage aux investissements. Feyzin avait déjà fait 52 jours de grève à l'automne, sur un sujet local, et il allait être ardu de repartir bille en tête. La Mède, elle, vit une certaine insécurité : en 2019, elle a été reconvertie dans l'agrocarburant, et sa viabilité économique est incertaine. Quant aux deux raffineries d'Exxon, elles sont traditionnellement moins combatives.

Néanmoins, les syndicalistes se sont attelés à la tâche. Il s'agissait de convaincre les collègues en vue du grand rendez-vous du 5 décembre.

Le jour J, tôt le matin, sur chaque site, au moment des changements d'équipes, les salarié-es se rassemblent devant les grilles, sous les drapeaux syndi-

caux. On prend la parole, on se compte, on vote. Et le résultat est inégal : seules Grandpuits, Gonfreville¹, la Mède et Lavéra partent en grève reconductible, mais sans arrêt des installations. Donges décide une grève intermittente : 72 heures chaque semaine. Feyzin ne répondra qu'aux journées d'action nationale. Et les deux sites d'Exxon ne bougent pas, ou très peu.

LA PRÉFECTURE RÉQUISITIONNE À GRANDPUITS

La participation est donc réelle, avec de vraies grèves... mais seul un arrêt de la production peut impressionner le pouvoir. Comment y parvenir ? La tactique de la Fnic-CGT consiste à fixer la date d'une action vraiment simultanée sur les huit raffineries : 48, 72 ou 96 heures de grève « toutes en même temps ». Cela donnerait confiance aux grévistes pour aller plus loin, et passer au « niveau 2 ».

Problème : ça ne se goupille pas. Malgré les tournées, les discussions – 3 AG par jour sur les sites en grève, pour qu'y participent les 5 équipes tournant en 3 x 8 –, les tractations avec FO, aucune date commune ne convient. Pourtant, on sent qu'il ne manquerait pas grand-chose pour un basculement vers le blocage. Les grévistes de Petroineos par exemple, ont commencé à arrêter certaines installations entre les fêtes. À Grandpuits, les jeunes ouvriers refusent d'assurer les relèves pour contraindre les anciens, plus rétifs, à arrêter les installations – mais avant d'en arriver là, la préfecture les réqui-



DANIEL MAUNOURY

En 2010 (ici, à Grandpuits) comme en 2016, les ouvrières et ouvriers des raffineries, en pointe dans la lutte, ont été acclamés comme des héros. Ils en ont souvent gardé le souvenir mitigé de s'être battus à la place des autres.

sitionne pour les obliger à assurer la sécurité.

Début janvier, enfin, s'ouvre une fenêtre de tir. Alors que le déclin menace à la SNCF et à la RATP, les fédérations de la Chimie CGT et FO s'entendent sur un appel à 96 heures de grève non stop, à partir du 7 janvier, sur les huit raffineries. Et ça marche... presque. La grève de 96 heures est bien suivie – même chez Exxon – mais les AG ne votent pas l'arrêt des installations. Même sur un bastion comme Grandpuits, cette option ne recueille que 45 % des voix. La messe est dite. Les raffineries ne seront pas le relais tant attendu.

Passé la journée d'action nationale du 9 janvier, le mouvement décline donc inexorablement. « Nous avons échoué à surmonter les réticences des salarié-es, regrette Thierry Defresne. Il n'empêche que la meilleure stratégie pour créer un rapport de force reste celle de 2016 : arrêt des installations et blocage total de la production. »

Guillaume Davranche (UCL Montreuil)

1. Gonfreville, cependant, cessera la grève au bout de neuf jours : dans la nuit du 13 décembre, en effet, un incendie sur le site obligera à l'arrêt complet des installations. Trois mois plus tard, celles-ci n'ont toujours pas redémarré.

Le paysage du raffinage

L'Hexagone compte huit raffineries. Cinq dépendent du groupe Total : **Donges** (Loire-Atlantique), **Feyzin** (Rhône), **Grandpuits** (Seine-et-Marne), **Gonfreville** (Seine-Maritime) et **la Mède** (Bouches-du-Rhône). Deux appartiennent à l'états-unienne ExxonMobil : **Gravenchon** (Seine-Maritime) et **Fos-sur-Mer** (Bouches-du-Rhône). Enfin, l'anglo-chinoise Petroineos exploite le site de **Lavéra** (Bouches-du-Rhône). La raffinerie de la Mède représente un

cas particulier : jusqu'en 2015 elle traitait 7,5 millions de tonnes de pétrole brut par an. Depuis sa reconversion en 2019, elle produit 500 000 tonnes annuelles d'agrocarburant. Celui-ci est qualifié de « biocarburant » pour des raisons publicitaires, alors qu'il n'a rien de biologique. Il est produit à partir d'huile de palme (cause majeure de déforestation en Malaisie et Indonésie), de colza et de graisses animales. La CGT domine dans sept raffineries. FO n'est majoritaire qu'à Feyzin.

Amazon

Épidémie de droits de retrait à Lauwin-Planque

L'ambiance est à couteaux tirés sur le site du Nord. Les syndicats appellent au « droit de retrait général », et l'absentéisme dépasse déjà les 50 %. Mais la direction sanctionne pour retenir les salarié-es dans les entrepôts. Son but : profiter le plus longtemps possible de l'effet d'aubaine que représente le coronavirus pour la vente en ligne.

Les dirigeantes et dirigeants du site Amazon de Lauwin-Planque (Nord) se voient sans doute comme d'indispensables capitaines qui doivent garder la tête froide et conduire l'entreprise à travers la tempête du coronavirus, malgré que la machine est de plus en plus grippée, et que la moitié des salarié-es ont déjà fait défécation... La moitié qui restent ? On va à la fois les bercer de bobards rassurants, et les tancer parce qu'ils manquent de prudence. Les « gestes barrières » bon sang ! Les distances de sécurité nom de nom ! S'ils tombent malades ? Bin ce sera de leur faute... La seule chose qui compte à leur yeux, qui leur vaudra une médaille de Jeff Bezos, c'aura été d'avoir traité le maximum de commandes pendant qu'il était encore temps, et d'avoir rentré le maximum de fric avant que le virus ait mis tout le monde sur le flanc.

Au début de la pandémie, en février, les syndicats SUD et CGT avaient alerté la direction du site en lui demandant quelles mesures elle pensait prendre si le virus atteignait la France. À l'époque, ils et elles nous ont ri au nez : « aucun risque »...

Il a fallu l'annonce de la fermeture des écoles, le 12 mars, pour que nous obtenions une réunion extraordinaire. Mais toujours les mêmes réponses. Circulez, y a rien à voir. Le 14 mars, Édouard Philippe annonce la fermeture de tous les commerces non essentiels... L'aubaine du siècle pour la vente en ligne ! Amazon s'en lèche les babines. On apprendra quelques jours plus tard que la multinationale veut embaucher 100 000 personnes pour faire face à la demande.

LA DIRECTION DISTRIBUE DES « ABSENCE INJUSTIFIÉE »

Le 16 mars, l'intersyndicale de Lauwin-Planque se réunit avec SUD, CGT, CFDT et FO. Même l'USID et la CAT, qui riaient de nous quelques jours auparavant, sont là. Il faut dire qu'ils sont à présent débordés par l'inquiétude des salarié-es. De cette réunion sort une adresse très modérée à la direction, réclamant des mesures de protection, mais pas encore la réduction drastique de l'activité. Le soir même, Macron annonce un semi-confinement, sauf pour les secteurs essentiels... Sans sourciller, Amazon va considérer qu'elle est une entre-

Mais où est passé le registre de danger grave et imminent ?



Sur le site, il n'y a pas de masques, et si peu de gel hydroalcoolique qu'il faut aller en quémander dans le bureau du chef de secteur !

prise essentielle, qui va sauver la France !

Donc le soir même, nous envoyons un mail pour pointer une situation de « danger grave et imminent (DGI) » afin que les salarié-es puissent user de leur droit de retrait. Nous devons l'inscrire sans délai dans le « registre spécial de DGI », un livre obligatoire dans toutes les entreprises, que la direction doit tenir à disposition du CSE à tout moment. Il nous faudra attendre deux jours pour l'obtenir, parce que la direction « ne le retrouve pas »...

QUÉMANDE DU GEL À TON CHEF

Après cela, les collègues se mettent les uns après les autres en droit de retrait, car il n'y quasiment pas de gel, pas de nettoyage systématique des outils de travail, pas de masques, et que le respect des « 1 mètre » est quasi impossible avec 2 500 travailleuses et travailleurs sur le site. Mais la direction refuse de reconnaître le droit de retrait et distribue des « absence injustifiée »... A présent, SUD-Amazon va attaquer aux prud'hommes pour faire reconnaître le DGI et faire annuler toutes les sanctions prises par la direction.

La direction organise ensuite un simulacre de réunion extraordinaire pour le DGI, où elle explique les mesures qu'elle met en place... mais c'est bien trop tard ! Ce sont les mesures modérées que nous réclamions une semaine plus tôt, et elles sont

inapplicables : il n'y a pas de masques, et si peu de gel hydroalcoolique qu'il faut aller en quémander dans le bureau du chef de secteur !

Les syndicalistes, eux, sont déjà à l'étape suivante : nous faisons chaque jour le tour du site pour inciter les collègues à ne pas venir par tous les moyens (droit de retrait, arrêt maladie...). Et ça marche : nous en sommes à 50 % d'absentéisme, jusqu'à 65 % dans certains services. Mais même ainsi, il est impossible de faire respecter la distance de 1 mètre.

Pour nous, la seule solution pour éviter le pire est de fermer au minimum quinze jours. Lors d'une réunion récente, la direction a admis qu'il fallait limiter l'activité à l'expédition de produits « essentiels » (hygiéniques par exemple), qui représenteraient 10 % à 20 % du catalogue d'Amazon. Nous avons sauté sur l'occasion : alors ça veut dire qu'il faut mettre en chômage technique au moins 80 % du personnel ! Réponse embarrassée de la direction : ah oui mais non, pas du tout, ça ne marche pas comme ça, il faut que les gens viennent travailler quand même...

Leur ambition reste donc bien de continuer à expédier des jouets, des livres, des DVD, des câbles, des boules à facettes tant qu'ils peuvent... Cette hypocrisie est écœurante. Elle laissera des traces, même chez les salarié-es les moins revendicatifs.

Jérôme (UCL Douai)

Boom des commandes, désertion des salarié-es

Le 19 mars, la CGT Amazon rendait publique dans un tract son compte rendu d'une réunion téléphonique avec Ronan Bole, président d'Amazon France Logistique : « La décision annoncée [...] est qu'il est hors de question de fermer les sites. Il nous annonce ensuite une série de chiffres fournie par le ministère et qui va vous éclairer sur le pourquoi du maintien de l'ouverture des sites :
 – Alimentaire : + 200 %
 – Santé : + 130 %
 – Bureautique : +362 %
 – Jeux vidéo : + 200 %
 Maintenant vous comprenez pourquoi

votre vie est en danger : le fric à tout prix !!! [...] La CGT a rappelé sa seule et unique revendication qui est la fermeture des sites et la mise en place des mesures annoncées par le gouvernement en faveur des salariés. [...] Nous appelons les salariés à quitter sans délai les entrepôts et à se mettre en droit de retrait [...]. Pour vous mettre en droit de retrait, il vous suffit d'informer votre manager immédiatement et de lui dire pourquoi vous quittez votre poste, avec un ou deux exemples précis des manquements pour votre sécurité. »

Discriminations

Femmes handicapées, corps féministes

Les femmes handicapées subissent des discriminations cumulatives et intersectionnelles tant dans leurs vies professionnelles que privées. Des clichés liés à la féminité circulent sur leurs corps et leurs sexualités. Ces stéréotypes conduisent à des freins à l'embauche et dans la vie sociale. Il est temps de les déconstruire.

De l'infantilisation à la figure de la super héroïne, les femmes handicapées, plus que les valides, sont davantage renvoyées à l'image de femmes dépendantes, malheureuses, plus manipulables mais aussi plus courageuses.

Elles se doivent d'être, braves et infatigables pour exister dans l'espace public, pour ne pas susciter de la compassion voire de la pitié. Elles n'ont pas le droit de fatiguer au risque d'être reléguées au statut de femme fragile. Cette injonction au courage les empêche d'avoir une vie normale : on les déshumanise, des superhéroïnes ou des looseuses, rien entre les deux.

L'accès aux soins pour les handicapées est semé d'embûches. Comme toutes celles qui ne correspondent pas au modèle dominant, elles sont moins bien soignées, traitées avec mépris ou brutalité, discriminées ou carrément exclues du soin (une femme en situation de handicap sur trois n'est pas dépistée pour le cancer du col de l'utérus¹). Les femmes en situation de handicap peuvent difficilement accéder au suivi gynécologique puisque la plupart des cabinets ne sont pas équipés pour les recevoir. Lorsque les handicapées expriment leur désir de maternité, on les décourage : elles ont déjà du mal à s'occuper d'elles-mêmes alors comment pourraient-elles prendre soin d'un enfant ? Les besoins de ces « non-femmes » sont déterminés par d'autres.

VIOLENCE SOCIALE, VIOLENCE PHYSIQUE

L'insertion des handicapées est d'autant plus compliquée que pour la majorité d'entre elles, les traitements médicaux et/ou leur handicap ont freiné leur scolarité. Elles doivent donc souvent accepter des emplois non adaptés, physiques.

Les femmes en situation de handicap rencontrent des obstacles tant dans leurs recherches

d'emploi que dans leur capacité à conserver un emploi. Nombreuses sont celles qui ne passent pas le cap de l'entretien d'embauche, pas assez « cadre dynamique » pour les entreprises. La barrière du handicap subsiste lorsque ni le poste ni la charge de travail n'est adaptée. Elles sont aussi plus nombreuses à être à temps partiel donc précarisées². Elles sont souvent considérées comme moins rentables avec un risque d'absence plus élevé. Leur évolution professionnelle est réduite et on les retrouve peu à des postes à responsabilité³. À la retraite, les femmes handicapées, aux carrières majoritairement morcelées, ne peuvent bénéficier que du minimum vieillesse. De fait, elles se retrouvent économiquement dépendantes de leur compagnon, les rendant ainsi plus vulnérables. En mars 2019, l'Assemblée nationale refusait de supprimer la prise en compte des revenus du conjoint pour le calcul de l'allocation adulte handicapé (AAH). Cette prise en compte double pour certaines leur dépendance physique d'une dépendance financière, ce qui fragilise particulièrement les femmes victimes de violences conjugales.

Si on pense le corps handicapé comme non sexuel et non désiré, il est difficile d'imaginer qu'il puisse subir des violences sexuelles. Pourtant, comme les valides, les femmes handicapées subissent cette violence patriarcale⁴. Une femme aveugle ne peut ni anticiper un coup, ni décrire son agresseur. Une femme en fauteuil roulant ne peut pas s'enfuir. Une femme muette ne peut pas appeler à l'aide. Les aides ne sont pas adaptées au handicap physique. Comment bénéficier de l'appui fourni par des numéros d'urgence, lorsqu'on est violentée... et sourde ? Est-ce que les centres d'hébergement d'urgence sont adaptés aux fauteuils roulants ? Comment demander à une femme de



CREDIT LUCY NUZIT

peuvent désirer cumuler les aventures sans lendemain, que ce soit pour connaître davantage son corps, par refus de s'engager ou par besoin d'indépendance.

Considérées comme repoussantes ou désagréables, la seule réponse possible à leurs difficultés serait l'assistant-e sexuel-le ?

La question revient souvent dans l'actualité. Les assistantes sexuelles (majoritairement des femmes) seraient des professionnelles spécialement formées à la sexualité des handicapés afin de leur procurer du plaisir de façon tarifée. C'est une nouvelle forme, méprisante, de contrôle du corps handicapé. Un système permettant de tenir à l'écart la sexualité des personnes handicapées de la sexualité normalisée des valides, comme si seule une personne professionnelle pouvait avoir des relations sexuelles avec un handicapé.

Le 8 mars 2013, *Libération* choisissait de consacrer sa Une à l'« assistance sexuelle »⁵ pour les handicapés. Sous le titre « Du sexe pour tous ! », une illustration montrait un handicapé au lit avec une assistante (blonde, souriante, incarnation de la douceur ce qui serait la vocation des vraies femmes), et non l'inverse : on a bien dit « Du sexe pour tous », pas « pour toutes ». Tout comme la prostitution, le système s'adresserait d'abord aux hommes handicapés qui feraient le même raisonnement que les clients de prostituées : leurs besoins sexuels sont vitaux. Il doit y avoir un système pour les satisfaire. L'assistance sexuelle serait dès lors un système misogyne et capitaliste de marchandisation du corps.

Après la vague #metoo, à l'heure où les luttes contre le sexisme et la grossophobie remettent en cause les normes corporelles, il serait peut-être temps d'intégrer le handicap moteur à ces questionnements.

Marie (UCL Paris Nord-Est).

porter plainte si elle est maltraitée par la personne dont elle a besoin pour se laver, s'habiller et manger ? Comment demander de l'aide si elle ne peut même pas sortir seule de chez elle ?

CONTRE-PERFORMANCE ET ASEXUALITÉ

Les femmes handicapées sont niées dans leur féminité dès le début de leur existence. Leur accession à la sexualité est souvent socialement freinée. Elles sont réduites à de « simples » objets médicaux, des corps à soigner, à rééduquer. Les corps des personnes handicapées sont souvent perçus comme asexués, incapables de donner du plaisir, de vivre ou de partager une sexualité épanouissante.

Dans une société capitaliste où la performance des corps est une condition à un rapport sexuel satisfaisant, les femmes handicapées sont considérées comme incapables et refroidissent les ardeurs des hommes, voire les dégoutent. Le maquillage est alors une façon de reprendre contrôle sur leur image mais aussi de montrer qu'elles sont désirables. Alors que les féministes militent contre l'hypersexualisation des corps féminins et leurs objectivations, il existe une réelle revendication des femmes handicapées à promouvoir leur corps comme désirable et sexuel. Tout comme les valides, les femmes handicapées

1. APF France handicap, « femmes en situation de handicap : stop aux stéréotypes, aux inégalités et aux violences », 8 mars 2019.
 2. Selon l'APF, 57% des femmes handicapées salariées sont à temps partiel (30,2% des femmes en général).
 3. Si 10% des hommes handicapés salariés sont cadres (21% des salariés en général), seulement 1% des femmes salariées le sont (14% des salariées en général). Dares analyse (en italiques), octobre 2013.
 4. Dans un rapport publié en 2014, l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne évaluait que 34 % des femmes handicapées avaient subi des violences physiques ou sexuelles de la part d'un partenaire, contre 19 % des femmes valides.
 5. Lire aussi « The Sessions, une véritable histoire d'assistance sexuelle », *Libération*, 8 mars 2013.

Agressions sexuelles

Victimes, on vous croit !

Les violences sexuelles commises par des hommes ne sont pas des comportements individuels isolés, mais un phénomène systémique, qui est à la fois le résultat du patriarcat, et un vecteur qui renforce son emprise. Contrairement au discours dominant, notre choix politique féministe est de dire aux victimes de violences sexuelles : nous te croyons.

Les violences sexuelles font système par leur nombre et parce qu'elles sont beaucoup plus proches du quotidien des femmes que ce que l'on imagine souvent. Quelques chiffres¹ : plus de 70 % des viols ou tentatives de viols sur des femmes ont été commis par un proche, seulement 10 % des victimes ont des blessures physiques, entre 25 % et 43 % des hommes disent avoir perpétré au moins une fois dans leur vie une agression sexuelle ou un viol (chiffres certainement sous-déclarés).

Les violences sexuelles nourrissent l'emprise de la classe des hommes sur celle des femmes.

Il en est ainsi des mécanismes qui véhiculent une image faussée des violences sexuelles. Il en est ainsi du traitement pénal des plaintes, de la stigmatisation dont les victimes font l'objet, des soupçons de mensonge, des jugements de valeur, des injonctions

à raconter en détail les faits au mépris de la souffrance que cela peut générer.

Ces mécanismes sont efficaces : les femmes se taisent le plus souvent. Seulement 5 à 13 % des victimes de viol, et 2 à 10 % des victimes d'agressions sexuelles portent plainte en France.

PERMETTRE LA LIBÉRATION DE LA PAROLE

Au vu de cet état de fait, le postulat de soutenir les victimes, en ne contestant pas leur parole, pour permettre sa libération, est un impératif politique pour toute organisation qui entend lutter contre le patriarcat.

Le positionnement de l'homme ayant commis les violences sexuelles ne peut infléchir ce postulat. S'il conteste les faits, cela n'est pas le signe (et encore moins la preuve) que la victime mentirait, mais seulement celui d'une situation complexe (le fait

qu'il n'ait pas perçu le non-consentement, qu'il nie la réalité du vécu de la victime, qu'il n'assume pas de porter la responsabilité de ses actes...).

Il faut aussi rappeler que les dénonciations « mensongères » de violences sexuelles sont rares, tandis que la négation ou la minimisation de la gravité des faits sont des tactiques couramment employées par les hommes accusés de violences sexuelles.

REMETTRE EN QUESTION C'EST FAIRE TAIRE

Laisser aux agresseurs la possibilité de remettre en cause la parole des victimes, sous prétexte de la nécessité de prouver la réalité des faits, et d'éviter la sanction d'un homme qui n'aurait « rien fait », revient à infliger une nouvelle violence à la femme qui a eu le courage de dénoncer l'agression qu'elle a subie.

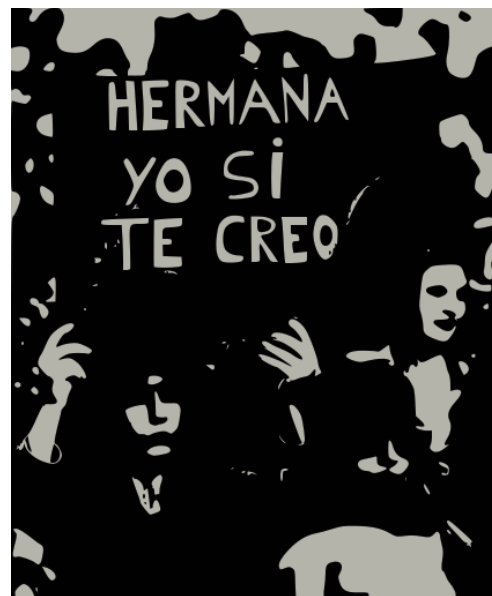
C'est aussi rappeler à toutes

celles qui se taisent que dénoncer signifierait se mettre en danger. C'est insécuriser encore plus l'ensemble des femmes, qui vivent déjà avec la crainte d'être agressées. C'est, pour toutes, leur signifier qu'elles ne peuvent espérer trouver le soutien et l'écoute dont elles pourraient avoir besoin.

Julie (UCL Nantes)

1. Les chiffres cités dans cet article proviennent de Noémie Renard, *En finir avec la culture du viol*, Les petits matins, 2018.

« Sœur, moi, je te crois ! »



Réédition d'un livre fondamental

Notre corps, nous-mêmes

Le très connu *Our bodies, Ourselves* sort en 1973 aux États-Unis, il sera un best seller du féminisme. L'édition française de 1977 trône dans toutes les permanences du Planning familial mais était depuis longtemps épuisée. Une version entièrement réécrite est enfin sortie le 20 février dernier

En 1973 aux États-Unis paraissait *Our bodies, Ourselves*, un des livres les plus connus du féminisme : un manuel à visée encyclopédique « écrit par des femmes pour les femmes ». Il déconstruisait les normes, dénonçait les inégalités et les violences, et voulait développer la capacité des femmes à s'en défendre, à s'émanciper. L'idée était née au cours d'ateliers non mixtes de « conscientisation » et il s'inscrivait dans l'esprit du *self help*. Suite à cette publication, un collectif de femmes a adapté le bouquin en France, et *Notre corps, Nous-mêmes* est publié en 1977. Depuis, *Our bodies, Ourselves* a été réédité à plusieurs reprises

jusqu'à faire aujourd'hui 800 pages ; il a été traduit ou adapté en 35 langues ; il a par ailleurs été décliné sur d'autres sujets connexes, comme *Nos enfants, nous-mêmes*.

CONNAIS-TOI TOI-MÊME

De l'apprentissage du mépris de soi au suivi médical de la grossesse, des inégalités dans le travail salarié aux violences gynécologiques, des fuites urinaires aux violences sexistes et sexuelles, un nouveau collectif de neuf femmes d'âges, d'origines et d'orientations sexuelles différentes ont mis en commun leurs histoires, leurs réflexions, leurs expériences et leurs recherches pour réac-

tualiser entièrement l'ouvrage. Pendant trois ans, elles ont recueilli plus de 400 témoignages de femmes dans toute la France, à travers des groupes de parole non mixtes, dans des associations de femmes, des centres LGBT+, ou à travers des entretiens individuels. Non pas pour étudier et retranscrire de l'extérieur les pratiques et les ressentis des femmes, mais comme un projet politique d'émancipation et de réappropriation collective par les femmes de leurs savoirs sur leur corps, à l'encontre de l'habituelle confiscation du savoir féminin par une médecine machiste, normative et culpabilisante. L'ouvrage est un manifeste de sororité : fourmillant de témoignages, jamais jugeant, il part de la diversité des expériences vécues ou subies par les femmes pour encourager une reprise de possession, de pouvoir. Utilisant la catégorie « femmes » comme une catégorie sociale et politique, les autrices, nouveauté par rapport à l'édition précédente, la

croisent avec celles de classe, de race ; une grande place est également donnée aux questions de handicap.

SE DÉCOUVRIR POUR MIEUX S'ÉMANCIPER

Alors que la domination patriarcale est intégrée par toutes et tous dès la petite enfance, *Notre corps, nous-mêmes* veut être un outil d'autodéfense pour les femmes, un appel à vaincre nos sentiments d'illégitimité et de vulnérabilité, à nous autoriser à nous exprimer et à agir de façon autonome voire contradictoire à ce que la société attend de nous. Un combat qui nécessite d'avancer conjointement sur les terrains individuel et collectif, une émancipation que chacune de nous doit se construire pour elle-même (on n'émancipe pas autrui), mais que nous ne pourrions atteindre qu'en la construisant ensemble et dans la lutte (ne nous libérez pas, on s'en charge !).

Adeline (Paris Nord Est)

• Collectif NCNM, *Notre corps, nous-mêmes*, Hors d'atteinte, 2020, 24,50 euros.



Orientation

Les communistes libertaires et l'autodétermination des peuples

Face au colonialisme, à l'impérialisme et à la domination, l'UCL soutient l'autodétermination des peuples, c'est-à-dire leur droit à faire société de façon autonome. Ce soutien se veut lucide et critique, et se double d'un refus d'appuyer des mouvements qui porteraient en eux de nouvelles oppressions. Mais comment en juger ? Sur quels critères ? Face à la pluralité des situations, une pluralité d'engagements sont possibles.

Des minorités, en fonction de leur langue, de leur culture et/ou de leur couleur de peau peuvent être marginalisées, opprimées, dominées.

Leur langue peut être interdite, leur culture folklorisée, leurs cultes religieux stigmatisés. Leurs territoires peuvent être sous-équipés en services publics, ou bien ceux-ci servent à assurer la domination du centre dirigeant. Ils peuvent être exploités par une mono-activité, privés d'autonomie productive et dépendants de l'importation massive de produits manufacturés. Ce système profite au capitalisme de l'État colonial. Ces territoires peuvent même être soumis à une

« La force des peuples change le monde » : manifestation de solidarité avec la gauche kurde, le 11 janvier 2020 à Paris.

colonisation de peuplement, qui implique l'implantation stratégique de populations de culture majoritaire sur le territoire dominé, que l'État instrumentalise pour marginaliser la culture minoritaire : colonies israéliennes en Palestine ; peuplement français de la Kanaky ; peuplement han du Tibet et du Xinjiang.

Face à cette oppression, des rébellions peuvent surgir, sur des bases à la fois nationales et sociales.

La libération sur une base exclusivement nationale est un leurre

Depuis le XVIII^e siècle, face à une tutelle étrangère, bien des peuples – haïtien, grec, polonais,

coréen, palestinien, algérien, kurde, amérindiens, camerounais, kenyan... – se sont battus soit pour leur indépendance, soit pour leur autonomie, soit pour l'égalité des droits. L'expérience de l'oppression, la résistance puis la lutte pour s'en émanciper ont parfois été le creuset d'une conscience nationale qui auparavant n'existait pas. Cette conscience nationale peut avoir un fondement territorial, linguistique, confessionnel, culturel, ou relevant d'un assemblage de ces facteurs : l'histoire de l'humanité offre une large variété d'exemples.

Cependant, si la lutte pour se débarrasser d'une oppression nationale est légitime en soi – et peut même constituer le ressort essentiel de la lutte – elle ne suffit pas à définir un projet émancipateur.

Lorsque les luttes indépendantistes se sont données pour seul objectif la fondation d'un État indépendant sur une base

nationale, les États-nations qui en sont nés ont, dans leur immense majorité, été des États bourgeois, aux mains d'une classe dirigeante nationale. On peut même parfois en déceler les prémices dans le mouvement de lutte pour l'indépendance lui-même, quand les catégories dirigeantes utilisent le nationalisme pour y nier la pluralité des cultures, la lutte des classes, les rapports de domination.

Dans le but d'asseoir sa légitimité, l'État-nation cherche à façonner une nation à sa mesure, en délimitant une « identité nationale ». Or, de même que toute frontière est artificielle, l'« identité nationale » est une construction idéologique reposant sur une sélection de faits historiques permettant de composer un « roman national », au prix de la marginalisation voire de la négation des groupes de population ne rentrant pas dans le moule.

On l'a vu, par exemple, avec les États serbe ou bulgare qui, séparés de l'Empire ottoman au XIX^e siècle, ont marginalisé et brimé les populations n'ayant pas la religion ni la langue officielle. On l'a vu avec les États français ou turc qui, pétris de jacobinisme, ont écrasé les langues et cultures minoritaires. On l'a vu avec l'État algérien, fondé à l'indépendance sur une identité « arabo-musulmane » exclusive. C'est pourquoi les communistes libertaires, tout en soutenant les luttes d'indépendance contre le colonialisme, n'entretiennent aucune illusion tiers-mondiste. Il n'y a pas des « nations prolétaires » dont le nationalisme serait la « conscience de classe ». La révolution sociale ne s'identifie pas à un jeu d'échec géostratégique opposant des États entre eux. La lutte des classes demeure le principal levier d'un potentiel renversement des formes d'oppression et d'exploitation, dans quelque pays, dominant ou dominé, que ce soit.



En conclusion, une lutte contre une oppression nationale ne peut être réellement émancipatrice que si elle est associée à un projet d'émancipation sociale, démocratique, voire anticapitaliste et fédéraliste, en s'appuyant sur le prolétariat et sur la paysannerie.

La position des communistes libertaires

À défaut de pouvoir classer les luttes de libération nationale en grandes catégories, nous pouvons néanmoins déterminer les facteurs qui doivent tout particulièrement être pris en compte dans notre analyse et dans la conclusion que nous en tirons sur notre soutien à la revendication indépendantiste et à tout autre revendication faisant débat au sein du peuple concerné.

Voici quelques questions auxquelles il nous semble important de répondre avant de déterminer notre soutien.

L'option indépendantiste est-

les révolutionnaires apporteront toujours un soutien inconditionnel aux revendications d'égalité des droits, contre les discriminations.

Soutien de principe aux peuples opprimés, soutien critique

aux organisations de lutte

Les révolutionnaires ne peuvent s'exonérer de leurs responsabilités. Comme pour l'Indochine, l'Algérie ou la Kanaky, leur devoir est de combattre en priorité l'impérialisme de leur propre État, tout en encourageant, au sein du mouvement anticolonial, les forces porteuses des plus hautes exigences d'émancipation sociale. On peut être solidaire d'un peuple dominé voire martyrisé, sans pour autant vouloir apporter son soutien aux organisations qui prétendent le représenter (exemple : Tigres tamouls, boéviki tchéchènes...) parce qu'elles portent un projet conservateur ou réactionnaire.

« Les révolutionnaires ne peuvent s'exonérer de leurs responsabilités, leur devoir est de combattre en priorité l'impérialisme de leur propre État »

elle défendue par les travailleuses et travailleurs (prolétariat, paysannerie pauvre) ? Ne correspond-elle pas uniquement à l'objectif de telle ou telle fraction de la bourgeoisie locale ? Quel est l'état actuel du rapport de force entre la bourgeoisie locale et les classes populaires ?

Le mouvement national considéré est-il réellement indépendant ? Si non, peut-on espérer que ce mouvement s'émancipe de l'influence de telle ou telle puissance étrangère ?

Plusieurs minorités nationales coexistent-elles dans le pays ? La situation de l'une ou l'autre de ces minorités ne serait-elle pas détériorée par l'indépendance ?

Quels sont les projets politiques des organisations influentes dans le mouvement national considéré ? Peut-on espérer qu'une alternative socialiste, internationaliste, écologiste, féministe et/ou laïc émerge de ces projets ?

En dehors de la revendication d'indépendance, précisons que

Mais, à moins de s'en tenir à une action purement « humanitaire », l'action déterminante est celle qui se porte en soutien à une organisation poursuivant des buts politiques.

Dans ce cas les communistes libertaires peuvent avoir une ligne adaptée :

- apporter leur soutien aux organisations qui lient émancipation nationale et émancipation sociale ;

- apporter un « soutien critique » (même s'il s'agit d'une organisation communiste libertaire) en affirmant sa solidarité, mais en ne renonçant pas à affirmer ses désaccords et à critiquer la politique de l'organisation qu'on soutient ;

- promouvoir l'internationalisme dans les luttes indépendantistes : montrer que la solidarité des prolétariats est possible et nécessaire.

Des cas pratiques

Au premier rang des luttes que les communistes libertaires ne peuvent soutenir, il y a celles qui présentent un caractère

ouvertement raciste, xénophobe (Belgique flamande, « Padanie » italienne), qui ne répondent qu'à une manœuvre de la bourgeoisie (Bolivie orientale) ou à une manœuvre impérialiste (Kosovo sous tutelle américaine,

travaillées par de fortes aspirations culturelles. C'est le cas par exemple en France avec la Bretagne ou l'Occitanie. Les revendications autour de la langue et de la culture peuvent être très populaires, même si la

« Les communistes libertaires soutiendront les organisations de résistance qui défendent une vision au minimum internationaliste, laïque et pluraliste refusant tout type de discrimination. »

Ukraine orientale ou Ossétie du sud sous tutelle russe). Dans ces régions, les revendications séparatistes sont aux mains de la bourgeoisie locale qui tente d'asseoir sa domination en se substituant au pouvoir national ou en se plaçant sous la protection d'un impérialisme concurrent.

La question est différente dans les Antilles, en Guyane, à la Réunion, à Mayotte ou en Kanaky, dernières colonies d'un empire révolu. Ces territoires « français » connaissent de fortes mobilisations sociales, teintées d'anticolonialisme voire d'indépendantisme. Les communistes libertaires apportent depuis des années leur soutien critique aux mouvements syndicaux et politiques de ces régions, quelle que soit la voie nationale qui leur semble la plus appropriée : indépendantisme, autonomisme ou lutte pour l'égalité des droits et le développement économique.

La Corse, le Pays basque, la Catalogne, l'Irlande du Nord ou le Québec sont à cheval sur ces deux premiers cas : la revendication nationale peut être entre les mains de partis bourgeois locaux, mais aussi s'accompagner d'une forte présence de la question sociale, avec des mouvements syndicaux ou politiques forts, capables de mener des luttes significatives avec l'appui de la population. Là aussi un soutien critique est approprié.

Dans certains pays, d'anciennes régions « historiques » restent

« libération nationale » n'est plus portée que par une infime minorité de la population. Dans ce cas, l'UCL soutient la reconnaissance légitime de leur spécificité culturelle.

Certaines luttes de libération nationale et/ou indépendantistes, enfin, sont la réponse directe à une oppression cruelle, ségrégationniste et liberticide : Tibet, Xinjiang, Kurdistan, Tchétchénie, Palestine, Cachemire, Eelam tamoul... Leur légitimité est indiscutable. Pour autant, certaines organisations nationales peuvent y porter des projets politiques autoritaires (féodaux, religieux ou dictatoriaux) que des révolutionnaires ne peuvent soutenir. Les communistes libertaires dénonceront donc l'oppression d'État mais, parmi les organisations de résistance, ne soutiendront que celles qui, si elles existent, défendent une vision au minimum internationaliste, laïque et pluraliste refusant tout type de discrimination.

Certaines luttes, enfin, peuvent avoir valeur d'exemple, comme celle du Chiapas, lutte légitime d'une partie opprimée de la population mexicaine, avec des volontés internationalistes claires et des modes d'organisation de la lutte autogérés. Même si un certain nombre de critiques peuvent être formulées, la lutte menée par l'EZLN est l'exemple type des luttes d'émancipation que devraient soutenir et impulser là où ils le peuvent, les communistes libertaires.

Union Communiste Libertaire

Un processus de synthèse

Lors de leur congrès d'unification de juin 2019, Alternative libertaire et la Coordination des groupes anarchistes ont décidé de ne pas faire table rase de leurs orientations et élaborations passées, mais de les synthétiser et actualiser progressivement. Sur un premier thème, celui des luttes de libération nationale, la coordination fédérale de l'UCL des 15-16 février a adopté cette synthèse.

Projets inutiles

Dans l'Ouest, politiser la lutte écologiste

Le 29 février a eu lieu à Nantes une manifestation régionale contre divers projets d'aménagements inutiles et nuisibles. Elle a réuni 2000 manifestant-es et une vingtaine de collectifs, dont le groupe UCL de Loire-Atlantique. Retour critique sur un événement encourageant.

Fin 2019, à l'initiative du collectif nantais contre le surf park de Saint-Père-en-Retz¹, la proposition est faite de rassembler un grand nombre de collectifs de lutte à l'occasion des marches climat. L'objectif affiché est d'amorcer une politisation, en dépassant les appels vagues à l'action institutionnelle, et en abordant la question très concrète des luttes contre les aménagements et bétonisations imposés, avatars du capitalisme et de ses logiques de profit. Des collectifs contre des retenues d'eau, des ports de plaisance ou encore des bretelles d'autoroute répondent à l'appel, de même que d'autres associations écolos comme Alternatiba, Extinction rébellion, ou NDDL-Poursuivre ensemble. Tout ce petit monde se rencontre au cours de réunions de préparation entre décembre et février. Finalement, cela débouchera sur une

manifestation plutôt réussie, malgré les conditions météo difficiles, avec chars de carnaval ainsi qu'un blocage très remarqué d'un pont nantais par les équipes d'Extinction rébellion.

LE CAPITALISME POINTÉ DU DOIGT

Le trait d'union de tous ces collectifs, c'est une opposition forte aux logiques lucratives, avec l'anticapitalisme, nommé ou non, comme toile de fond. Cela s'articule avec une contestation des pouvoirs locaux, qui soutiennent ces projets en profitant du manque d'information des populations sur les enjeux écologiques de préservation des terres agricoles et des écosystèmes. Il s'agit de mettre en avant l'indifférence des porteurs de projets et investisseurs vis-à-vis de l'environnement, de l'écologie en général, et leurs logiques court-termistes de retour sur investissement. La



coordination des collectifs a permis la mise en place d'un réseau de lutte, s'inspirant des collectifs de soutien à la lutte anti-aéroport qui existaient avant l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes (NDDL). Cette addition des forces permet d'envisager des actions de plus grande envergure, et évidemment une résonance plus importante pour l'anticapitalisme dans les luttes écologistes.

L'AUTOGESTION À LA TRAÎNE

Malgré tout l'intérêt de cette coordination, l'inégalité d'implication des collectifs et des personnes a eu pour consé-

Pêle-mêle on a manifesté contre un surf park, des retenues d'eau, des ports de plaisance, des bretelles d'autoroutes... Autant de projet inutiles et nuisibles, qui n'ont d'autre but que de générer des profits capitalistes.

quence des décisions moins consensuelles et des mobilisations plus ou moins suivies. En cause une forme de sur-activisme de certain-es militant-es, prenant davantage la direction de la coordination, laissant de côté celles et ceux ayant moins de temps à y consacrer – problème récurrent dans les mouvements sociaux. Autre écueil : le choix de ne pas organiser ce rassemblement lors d'une marche climat et finalement amoindri l'intention politique. Il est nécessaire d'intégrer ces marches avec nos propres mots d'ordre et propositions, a fortiori quand l'espace y est accaparé par le « colibrisme » du zéro déchet et autres gestes individuels, bien incapables d'enrayer la machine capitaliste dont l'exploitation des ressources et des travailleurs et travailleuses est le premier moteur.

UCL Nantes

1. Projet d'une piscine à vagues à 10 km de l'océan, sur des terres agricoles. Lire *Alternative libertaire*, septembre 2019.

Pesticides

Compromission du gouvernement avec l'agrochimie (1/3)

Face à un gouvernement qui prétend opérer un tournant écologique, il faut montrer que, dans les faits et en particulier en ce qui concerne les pesticides, rien n'est fait. Ce premier article met en lumière comment le gouvernement a tenté de soutenir les industriels de l'agrochimie qui voulaient continuer à produire des pesticides interdits en Europe en raison de leur toxicité, pour les écouler massivement dans le reste du monde.

Un certain nombre de pesticides ont été interdits d'emploi dans l'Union européenne depuis plus de dix ans, en raison de leur grande toxicité. Citons parmi eux, l'atrazine, le propisochlore, la perméthrine, le nonylphénol éthoxylé. Syngenta, Bayer, BASF, Corteva et autres géants de l'agrochimie continuent pourtant de les produire, y compris en France, pour les revendre en Afrique et en Amérique latine. Une pratique dénoncée par l'ONU dans son rapport de 2017 sur le droit à l'alimentation, comme « une violation des droits de l'homme ».

Ce commerce très rentable risquait pourtant d'être mis à mal par la loi Egalim, adoptée le 2 octobre 2018. Son article 83 prévoit l'interdiction, à partir de 2022, de la production, du stockage et de la circulation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives non autorisées en Europe.

L'Union des industries de la protection des plantes (UIPP)¹ prend contact le 18 novembre 2018² avec le Premier ministre. « L'impact économique et social en France de cette mesure sera extrêmement important, avec plus de 2 700 emplois directement concernés sur nos 19 sites

de production répartis sur l'ensemble du territoire ». Ce même courrier précise que pour certaines usines ces productions représentent, « jusqu'à deux tiers du volume de production et des effectifs associés ».

Le lobbying des géants de l'agrochimie finit par payer. Le 11 avril 2019, lors de l'adoption de la loi Pacte, un amendement voté avec le soutien du gouvernement revient sur l'interdiction introduite dans la loi Egalim. Celle-ci est reportée à 2025 et des dérogations sont prévues. Mais déception, le Conseil constitutionnel retoque cet amendement, le considérant comme un cavalier législatif. Les fabricants de pesticides ne s'en tiennent pas là. Ils déposent une Question prioritaire de constitutionnalité (QPC) dénonçant une « atteinte

excessive à la liberté d'entreprendre protégée par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ».

Mais, patatras, dans une décision rendue le 31 janvier 2020, le Conseil constitutionnel rejette la QPC et affirme que « la protection de l'environnement » peut justifier des « atteintes à la liberté d'entreprendre ». Si cette décision du Conseil constitutionnel représente « un tournant dans la jurisprudence », et ouvre la possibilité de contester des activités en France qui ont un effet à l'étranger, ce n'est vraiment pas grâce à ce gouvernement.

Jacques Dubart (UCL Nantes)

1. L'UIPP est un syndicat patronal qui rassemble dix-neuf entreprises, dont certaines sont productrices à la fois de pesticides et de semences.
2. *Le Monde* du 28 janvier 2020.

Dérèglement

Écolo, le virus ?

En raison du ralentissement de la production et de la chute des émissions des gaz à effets de serre, de nombreux médias ont souligné les bénéfices de l'épidémie pour la planète. La situation n'a pourtant rien de réjouissant d'un point de vue écologiste.

Le SRAS, Zika, Ebola, Covid-19 : ces dernières années, les épidémies causées par des virus se sont multipliées. Les analyses politiques s'arrêtent souvent là, jugeant que l'émergence de nouveaux pathogènes est parfaitement « naturelle ». Les épidémies seraient inéluctables, simple résultat d'un processus perpétuel de contamination des humains par de nouveaux agents infectieux. En réalité, les épidémies ne sont pas complètement « naturelles », tant l'émergence de nouveaux virus que la diffusion de la maladie qu'ils provoquent relèvent de profondes dynamiques politiques.

Le phénomène est désormais bien connu : la destruction des habitats naturels (la déforestation notamment) accélère l'émergence de nouveaux virus, augmentant le nombre d'épidémies potentielles. Deux processus biogéographiques qui peuvent sembler contradictoires ont lieu simultanément. D'une part, les espèces sauvages dont les milieux disparaissent sont repoussés vers de nouveaux espaces au sein desquels elles ne vivent habituellement pas. Ces nouveaux environnements peuvent être le réservoir d'agents infectieux jusque-là inconnus, dont l'infection n'est généralement pas dangereuse pour les animaux mais peut l'être pour les êtres humains – c'est justement le cas du nouveau coronavirus.

RISQUES DIRECTS DE CONTAMINATION

D'autre part, les interactions entre animaux et humains sont accrues par la destruction des habitats : les espèces sauvages nouvellement infectées sont davantage en contact avec les espèces animales domestiquées et leurs maîtres, augmentant de fait les risques directs et indirects de contamination. Il serait audacieux d'affirmer que la pro-

pagation actuelle du coronavirus est avant tout le résultat de tels processus écologiques, mais ceux-ci contribuent bel et bien à la multiplication récente des épidémies.

Toutefois, le coronavirus ne peut être simplement compris comme une « vengeance de la nature » face aux attaques de l'humanité. Les interactions entre humains et non-humains étant permanentes, l'artificialisation des sols qui entraîne la destruction des habitats accélère le processus plus qu'elle ne le fait apparaître. Cette accélération n'est pas le fait d'une « humanité » uniforme, au sein de laquelle chaque individu porte la même responsabilité. Elle est avant tout le résultat de politiques écologiquement dévastatrices, qui se rapportent à une manière spécifique d'habiter la Terre, héritée de la domination coloniale. Cet « habiter » se fonde essentiellement sur l'exploitation des sols et des vivants, humains ou non humains, qui s'y trouvent. C'est sur cette base que s'est constitué le capitalisme moderne, reproduisant ce schéma colonial de subordination des

êtres humains et des terres par les capitalistes pour alimenter la production et garantir leurs profits. En bref, évoquer des « bénéfices écologiques » de l'épidémie est complètement antinomique, puisque cela occulte qu'elle est le résultat du modèle de société dont nous voulons sortir.

Au-delà de l'absurdité de les nommer ainsi, il est important de revenir sur les fameux « bénéfices écologiques » sur lesquels certains ont insisté. Ceux-ci concernent essentiellement la réduction des émissions de CO₂ – elles ont baissé d'un quart en Chine durant la période de confinement. Ses effets sont sanitaires – la pollution atmosphérique diminue – et climatiques – moins de gaz contribuant à l'effet de serre sont émis. Difficile toutefois de se réjouir de cette baisse

temporaire, pour au moins deux raisons. D'abord, si l'on suit l'exemple de la réduction des émissions lors de la crise de 2008, cette dernière sera rapidement compensée par la relance de l'activité sitôt l'épidémie endiguée. Surtout, des millions de salarié-es sont forcé-es d'aller travailler malgré l'épidémie, s'exposant à une contamination sur le lieu de travail, alors que leurs activités ne sont pas essentielles en temps de pandémie. Sur le plan écologique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre pourrait donc être bien plus importante si les capitalistes ne cherchaient pas à garantir leurs marges. La théorie du coronavirus comme vengeance de la nature et/ou comme porteur d'opportunités écologiques se heurte à la reproduction sans limites du capital.

CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE

Seule une importante décroissance énergétique, donc de la production matérielle, permettra de corriger la trajectoire écologiquement désastreuse imposée par les capitalistes. Pour eux, la possibilité de faire des profits aura toujours la priorité – obliger des travailleuses et des travailleurs à rejoindre leur poste durant la pandémie l'illustre on ne peut mieux. En définitive, seule une transformation démocratique radicale permettrait ce changement de trajectoire. Mais la dissociation entre les « bénéfices écologiques » de l'épidémie et ses origines, elles aussi écologiques, empêche un tel traitement politique. Pour limiter la

possibilité de nouvelles épidémies mais aussi en réponse aux multiples bouleversements environnementaux en cours, la construction d'une société écologique est une véritable urgence.

Suivant ses origines libertaires, l'écologie politique offre en ce sens des pistes intéressantes, qui se distinguent des propositions environnementalistes classiques. Sortir du capitalisme, bien qu'insuffisant pour construire une société écologique, est une condition absolument nécessaire. « L'habiter colonial » de la terre pourrait alors plus facilement être renversé, laissant libres un grand nombre d'espaces sauvages sans avoir besoin de les sanctuariser – car cette méthode promue par les environnementalistes est elle aussi coloniale¹. L'écologie politique apporte également une réflexion sur le travail, adossée à des propositions antiproductivistes de redéfinition démocratique des « besoins » et d'autogestion de la production. Enfin, sera rendu possible le développement d'un système de santé libéré des pressions financières qui lui sont infligées depuis de trop nombreuses années, et dont toutes et tous pourraient indistinctement bénéficier, même en période d'épidémie comme celle que nous traversons.

Toinou

● Toinou est auteur sur le blog *Perspectives printanières*. Cet article est adapté de son texte « L'épidémie n'a pas de vertus ».

1. Le modèle des parcs nationaux américains s'est développé au détriment des populations autochtones.

Des centaines de millions d'animaux parqués pour l'élevage intensif dans des fermes géantes, comme en Chine ou aux États-Unis, sont particulièrement favorables au développement d'épizooties, qui peuvent se transmettre à l'être humain.

L'épidémie de Covid-19 est le résultat de ce modèle de société



Il y a cent ans

Gustav Landauer, au feu de la Révolution allemande

Mal connu en France, où il est marginalisé dans le panthéon anarchiste, Gustav Landauer en fut pourtant en Allemagne, un acteur de premier plan. Auteur d'une pensée originale, parfois complexe, jamais séparée de l'action concrète, il sera indéfectiblement loyal à son idéal d'un socialisme libertaire, émancipateur autant du capitalisme que d'un certain marxisme, jusqu'à son meurtre par les corps francs, au crépuscule de l'éphémère République des conseils de Bavière.



Alternative libertaire a déjà consacré un article à la Révolution allemande et sa trahison par le Parti social-démocrate (SPD). Nous n'y reviendrons que pour éclairer l'époque et les enjeux du parcours de Landauer.

L'époque ? C'est celle de l'euphorie de l'unification allemande que le Prussien Bismarck façonna à grands coups de guerres inter-germaniques de 1864 à 1866, puis la franco-prussienne de 1870 qui parachève l'unité avec la fondation de l'Empire allemand de Guillaume II.

L'époque, c'est celle du brutal passage d'une société agricole à un monde lourdement industrialisé, militariste, ultra-autoritaire et conservateur. C'est celle d'une modernité technique monstrueuse et d'un archaïsme politique et social délétaire, à quoi s'oppose la classe ouvrière la mieux organisée d'Europe, la plus consciente de son rôle révolutionnaire, et dont le SPD est l'incarnation principale au tournant du XX^e siècle. Plus réformiste que révolutionnaire, étatiste, d'une agressive orthodoxie marxiste, le SPD est un instrument de conquête du pouvoir. Les lois antisocialistes (1878-

1890) changeront bien peu la proximité du SPD avec les institutions allemandes.

Mais l'époque, c'est aussi la stupeur horrifiée devant les dégâts du capitalisme – l'effondrement des solidarités anciennes, l'avènement d'un nouvel esclavage aux formes toujours plus brutales et subtiles, des pathologies physiques et mentales liées à l'industrialisation, la destruction

de la nature. Le bouillonnement artistique en témoignage, produit expressionnisme et dadaïsme, qui alerte avec crudité, urgence, avec violence même, de lendemains

meurtriers et aliénants que prépare ce nouveau monde. Ses thèmes ne sont que politiques : antimilitarisme, anticapitalisme, solidarité ouvrière, utopie, folie, violence, espoir... Car c'est aussi l'époque qui voit naître la théorie des conseils ouvriers (*Arbeiterräte*) sur le modèle des soviets russes de 1905, et qui se placera au centre de l'idée d'auto-organisation ouvrière.

AVEC LES SOCIALISTES ANTIPARLEMENTAIRES

C'est à l'avènement de ce monde en bouleversement que naît

En mars 1919, les soldats rouges, partisans des conseils ouvriers, affrontent les corps francs, partisans de l'ordre capitaliste, dans Berlin.

Gustav Landauer, en 1870, dans une famille juive non croyante.

A 22 ans il adhère aux Jungen (« jeunes »), socialistes antiparlementaires exclus du SPD l'année précédente, et en conçoit une hostilité à vie pour la social-démocratie. A 23 ans (1893) il prend la direction du journal *Der Sozialist*, l'organe du Cercle des socialistes indépendants qu'il anime avec Rudolf Rocker. La police impériale le voit comme « l'agitateur le plus important du mouvement révolutionnaire radical ».

Frénésie militante : il anime des théâtres populaires, écrit, se voit délégué anarchiste des ouvriers métallurgistes au congrès socialiste international de Zurich (1893), s'en voit exclu, avec toutes et tous les anarchistes, par la majorité socialiste parlementaire. La manifestation et l'appel à la grève générale qui s'ensuivent le font atterrir en prison pour deux peines consécutives. Il en profitera pour écrire un roman et étudier Marx.

De 1895 à 1900 il peaufine une vision d'un « socialisme nouveau, expérimentateur et coopératif »² comme alternative à la seule logique d'antagonisme de classe entièrement déterminé par l'univers du travail, cycle infernal de la production-consommation, par le capitalisme. Le terme de « socialisme » sera désormais synonyme pour lui d'anarchisme, d'anti-autoritarisme et d'auto-organisation du prolétariat. Pour éprouver ses théories collectivistes il crée la coopérative de consommation *Befreiung* (Émancipation), à Berlin. Il traduit Kropotkine, soutient la grande grève des ouvriers et ouvrières de la confection, retrouve le chemin de la prison, fonde, avec le poète Erich Mühsam et le philosophe Martin Buber, la Nouvelle Communauté, collectif d'artistes qu'il quittera rapidement en raison de dérives « sectaires ».

Il travaille, s'exile en Angleterre, tire le diable par la queue sans cesser d'écrire ni de militer. En 1907 il publie *La Révolution*, puis en 1908 il crée avec Mühsam et Buber, notamment, la Ligue socialiste et relance *Der Sozialist* qui devient un journal libertaire

de premier plan. Son but est de réorganiser la société « par la sortie du capitalisme » : ne pas attendre « la révolution pour que commence le socialisme, nous commençons par faire du socialisme une réalité pour qu'advienne le grand bouleversement du monde ! ». Au plus fort de son activité, la Ligue socialiste aura créé une quinzaine de groupes communautaires chargés d'expérimenter l'utopie, d'explorer les possibilités de défaire un système dont « les rouages s'immiscent jusque dans nos rapports les plus intimes [...] une voie pour réinterroger les liens que nous sommes... les régénérer par de multiples révolutions »³.

En 1911 paraît *L'Appel au socialisme* où il articule de manière définitive les grands thèmes de son anarchisme : le socialisme ne dépend pas d'un stade de développement du prolétariat, ni d'un effondrement inéluctable du capitalisme, mais d'une construction voulue. A cet « attentisme », nécessaire, structurel, dont le socialisme sortira quand les temps seront mûrs, Landauer répond par la nécessité de développer un socialisme « culturel et communautaire »⁴, propre à faire émerger un « esprit » (*Geist*), c'est-à-dire un idéal collectif, partagé, né de subjectivités émancipées, séparé volontairement du monde capitaliste et expérimenté dès maintenant, concrètement, dans des communautés réelles.

FACE À LA GUERRE, PACIFISTE RÉSOLU

En 1913, le monde sait qu'il va vers la guerre. Pour Landauer, pacifiste résolu, il est évident que les engagements des prolétariats européens de ne pas se battre pour des intérêts impérialistes ne seront pas tenus, tant ils s'incarneront dans des « socialismes de parti » dont le but n'est jamais que la prise de pouvoir, « régime de violence tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ».

« Il y a des guerres seulement parce qu'il y a des États... [qui ont] la violence pour tâche et vocation ». « La paix ce n'est pas une pure négation [mais] l'organisation positive de la liberté et de la justice. La paix c'est



l'édification du socialisme »⁵.

Lorsque la guerre éclate Landauer reste ferme dans ses convictions non violentes, via une émanation allemande de la ligue des droits de l'homme, ou en ébauchant le tracé d'une Société des nations qu'il soumet au président états-unien Woodrow Wilson. En 1915, *Der Sozialist* suspend son activité.

Ballottée par la guerre et ses privations, la famille Landauer doit s'établir en Bavière, où meurt son épouse en 1918.

La guerre a rendu l'Europe exsangue, les mutineries se multiplient dans les deux camps. La révolution de 1917 en Russie est vécue par certains et certaines comme un espoir immense, pour d'autres, marxistes orthodoxes allemand-es, elle est presque un scandale. Elle dément tous les pronostics d'une doxa qui aurait voulu qu'elle advint en Allemagne justement, là où le prolétariat est le plus éclairé et l'industrie la plus conforme à une trajectoire historique décrite en détail par Marx.

Toujours est-il qu'elle change sérieusement la donne de ce conflit mondial. Ludendorff, le « chancelier occulte » de l'Allemagne, persuade le généralissime Hindenburg et l'empereur de faire rentrer les sociaux-démocrates au gouvernement pour négocier l'armistice et décharger l'armée de cette honte.

La tentative d'éviter une révolution à l'arrière échoue. Les masses allemandes sont épuisées, mais aussi enrégées par les grèves successives se soldant par des massacres, par les exécutions des marins de septembre 1917, les décimations, les privations.

En novembre 1918, les officiers de la Kriegsmarine veulent lancer la flotte de la Baltique dans un dernier baroud d'honneur. En trois jours les marins se

mutinent, prennent la flotte, les quais puis la gare de Kiel. Le 5 novembre c'est la révolution allemande : le 7 elle est à Hambourg, Brême, Hanovre ; le 8 à Cologne, Francfort, Munich, le 9, à Berlin. Tout le territoire est pris par les conseils de soldats et d'ouvriers, tandis que le gouvernement de Friedrich Ebert (SPD) tente de « submerger » la révolution. Le 9 novembre toujours, la République est proclamée contre l'avis d'Ebert, c'est bien la révolution qui semble submerger « l'ordre » social-démocrate.

TOUT LE POUVOIR AUX CONSEILS

Mais dans la nuit du 9 au 10 novembre, la propagande du SPD retourne l'armée contre « le monstre conseilliste ». La contre-révolution s'ébranle. Les escarmouches entre armée et conseils deviennent une répression ouverte. Le sinistre Noske est chargé de monter des corps francs pour étrangler la révolution. Troupe professionnelle mais disparate piquée de volontaires d'extrême droite, ils formeront le socle des futurs SA nazis. Le 12 janvier 1919 le SPD massacre ouvrier-et ouvrières, marins et soldats révolutionnaires, et reprend la préfecture de Berlin. Le 15 janvier Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés. Malgré les grèves générales et la résistance, la suite est connue, et la terreur sociale-démocrate tue, désespère, trahit.

Entre-temps, dès novembre 1918, Kurt Eisner, l'emblématique chef de la République des

En décembre 2018, le gouvernement provisoire, tenu par la social-démocratie, fourbit ses armes contre les conseils ouvriers. Ici, des soldats loyaux au pouvoir, en faction à Berlin.

conseils de Bavière, a engagé Landauer à rejoindre le conseil ouvrier révolutionnaire et le Conseil national provisoire.

Le 21 février 1919 Eisner est assassiné, le peuple se soulève, les conseils pallient la vacance du pouvoir et Landauer veut déjouer l'effort contre-révolutionnaire par la socialisation des moyens de production. Le 7 avril, la République des conseils de Bavière est née, le 13 un putsch du SPD tente de la renverser, les communistes raflent la mise en proclamant la deuxième République et écartent Landauer. Le 1^{er} Mai l'assaut des troupes sociales-démocrates a raison de la révolution bavaroise. Landauer est arrêté et sera assassiné de manière affreuse le lendemain par les corps francs.

CONTRE UNE VISION SCIENTISTE DE L'HISTOIRE

Landauer ne nie ni le mécanisme de la lutte des classes ni la réalité de la conscience de classe, de la misère et des rapports de domination. Mais il questionne leur centralité dans le marxisme parce qu'elle affecte toute la stratégie du prolétariat en la déterminant dans les termes mêmes du capitalisme, dans ses catégories : travail, salariat, production, conditions de travail : ne se voir que comme « travailleur ».

Pour Renaud Garcia⁶, c'est l'un des points essentiels de la pensée de Landauer : sortir du déterminisme capitaliste. « *Les luttes syndicales, les revendications qui s'y font jour, s'avèrent absolument*

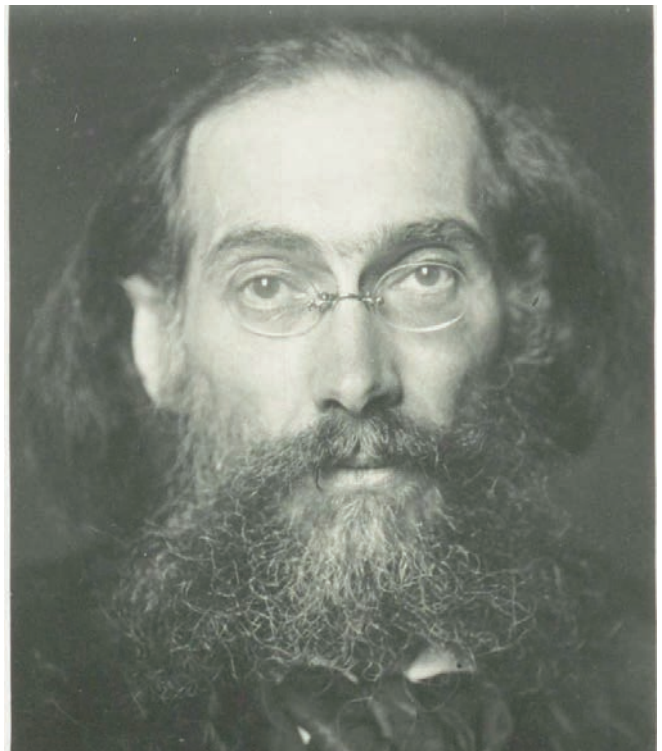
nécessaires et sont souvent défendues d'une façon héroïque éminemment respectable... ». Pourtant « *tout cela ne conduit jamais qu'à faire tourner en rond dans les cercles contraignants du capitalisme ; cela ne peut jamais qu'approfondir le fonctionnement de la production capitaliste, jamais en faire sortir* ».

On pourra lui reprocher un ton prophétique, typique de son époque, comme on doit lui reprocher son aveuglement « proudhonien » quant à la cause des femmes.

Mais à l'idée scientiste que l'Histoire suivrait une linéarité théorique implacable, toute tendue vers le progrès, Landauer affirme qu'il n'est pas question de reléguer dans le passé l'esprit collectif qui fait l'humanité, mais d'actualiser immédiatement le socialisme qu'on veut voir advenir, en sortant du jeu proposé par le capitalisme, en refusant tout « rôle » à quoi son idéologie veut réduire l'individualité et les relations, en pensant celles-ci depuis la consommation et non la production. Séparation du monde capitaliste, expérimentation concrète du collectif, primat de l'humain dans son épaisseur relationnelle, sensible, contre l'individu abstrait tant capitaliste que marxiste... Y a-t-il là des points qui ne trouvent pas un clair écho dans le zapatisme ou encore l'expérience communaliste kurde, cette envie de socialisme ?

Cuervo (UCL Marseille)

Gustav Landauer (1870-1919)



1. « Novembre 1918 : démocratie bourgeoise ou révolution sociale en Allemagne ? », *Alternative libertaire*, novembre 2008.

2. Helmut Rüdiger in *Gustav Landauer, un anarchiste de l'envers*, A contretemps/Éditions de l'éclat, 2018

3. Jean-Christophe Angaut, traducteur d'*Appel au socialisme*, La Lenteur, 2019.

4. *Ibidem*.

5. G. Landauer, *Der Sozialist*, mars 1913.

6. Renaud Garcia, « *Gustav Landauer : un appel au socialisme* », Ballast, 13 janvier 2020.

Essai

S'ensauvager ne nuit pas au socialisme

Pourquoi ressortir ce livre publié en 2018 ? Les faits sont têtus et le mouvement des gilets jaunes a amplement relayé dans son fonctionnement cette demande d'émancipation de la parole et des actes d'une part, par le recours à des procédures de démocratie directe ou assimilées et d'autre part, par de la méfiance voire de la défiance à l'encontre de la représentativité.

Le mûrissement du mouvement a conduit à se poser les questions du mandat et de la révocabilité. Les élu-es de tous bords ne s'y sont pas trompés et ont vu là une remise en question des fondamentaux de leur démocratie.

Dans son ouvrage, Charles Reeve entend produire un essai et le vocable a toute son importance tant le sujet de celui-ci est mouvant, vaste, complexe et sujet à bien des discussions.

Son étude n'est en rien une somme historique très poussée sur chaque période puisque tel n'est pas son projet. Cette historiographie au service des dominés est fortement documentée et s'appuie sur nombre d'ouvrages essentiels pour comprendre. Chaque chapitre se voit doté d'un

référentiel de cinq livres.

Le livre traite les périodes de la Révolution française à nos jours. Charles Reeve narre cette formidable aventure humaine qui opposa et oppose toujours l'auto-organisation des luttes et la démocratie directe face à l'hétérogénéité et la démocratie représentative. En cela l'ouvrage peut aider à comprendre l'actuelle période et l'affrontement idéologique entre les revendications du mouvement des Gilets jaunes portant sur l'autodétermination, les assemblées souveraines et les réponses institutionnelles des adeptes de la démocratie représentative.

DEUX SIÈCLES DE RÉVOLUTIONS

Le lecteur ou la lectrice sera convié-e à côtoyer les expériences de la Révolution française, de la Commune de Paris, de la Révolution russe, des conseils ouvriers en Allemagne, de l'Espagne de 1936, de 1968, du mouvement zapatiste, des ZAD...

Le projet est donc ambitieux et méritoire même si pour ma part, j'émettrai certaines réserves sur la période de la Commune où le communalisme est absent et les enjeux ne sont pas toujours des

plus explicites pour le profane.

Par ailleurs, la place de Marx et la singularité que Marx attribue aux communistes m'interpelle : ils et elles « *ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers [...] n'ont point d'intérêts qui les séparent du prolétariat en général [...] ne proclament pas de principes sectaires sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier* ». En revanche : « *Pratiquement, les communistes sont donc la section la plus résolue, la plus avancée de chaque pays, la section qui anime toutes les autres ; théoriquement ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence nette des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.* »

L'ambiguïté de ce positionnement chez Marx reste source de bien des controverses, surtout que, la question de la démocratie directe ou représentative fut diversement interprétée par la suite. Cette impasse conduit d'ailleurs à taire également partiellement le conflit au sein de la Première Internationale et la fin de cette dernière.

Pourquoi ne pas avoir suffisamment souligné que



● Charles Reeve, *Le Socialisme sauvage : Essai sur l'auto-organisation et la démocratie directe dans les luttes de 1789 à nos jours*, L'Échappée, 2018, 320 pages, 20 euros

« *l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs et des travailleuses elles-mêmes* » ?

Que cache cette appellation de socialisme sauvage ? Face à la multitude de courants spontanés, de constructions autonomes, émancipatrices qui traversèrent les mouvements sociaux, les thuriféraires avant-gardistes ne manquèrent pas et bien souvent jetèrent l'anathème sur ces constructions sociales. Toutes ces demandes d'être entendu-es, écouté-es, considéré-es ne reçurent bien souvent que mépris et déconsidérations. Face aux socialismes labellisés, prétendument notoires, pour ne point dire scientifiques, restait l'appellation de sauvage.

L'ouvrage de Charles Reeve lui rend amplement hommage et je ne saurais que trop en conseiller la lecture pour favoriser l'écllosion de l'ensauvagement socialiste dont les soviets et les conseils ouvriers furent de magnifiques témoignages.

Un livre pour bien des réflexions ultérieures et surtout un enseignement riche de pratiques. À suivre...!

Dominique Sureau (UCL Angers)

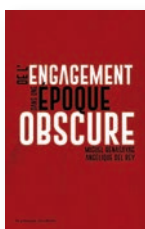
Essai

De l'engagement dans une période obscure

Le livre paru en 2011 est réédité en version poche depuis 2017. Une belle occasion de lecture de ce texte qui interroge les évidences militantes et propose de nouvelles approches.

D'abord il y a le titre, faussement explicite : premièrement, l'époque ici est moins une période entre deux dates, que le paradigme qui la définit (mythes, croyances, projections etc.). La nôtre a un mythe central, celui de nos sociétés actuelles qui ne sont que des sommes d'individus. Derrière s'y cache une illusion tout aussi ancrée, celle qui fait croire aux individus en la maîtrise de toute leur vie et « destinée ».

Deuxièmement, l'obscurité ; le propos des auteur-es est de rappeler que cette notion n'est pas celle, subjective, de degrés de luminosité « mentale », allant de la tristesse au bonheur



● Miguel Benasayag et Angélique Del Rey, *De l'engagement dans une époque obscure*, Le Passager clandestin, 2017, 260 pages, 6 euros

(individuel). Dans le livre, l'obscurité est l'impuissance des contemporains d'une époque, à dépasser des négations (idéologies dominantes, formes de gouvernances, etc.) de la vie (humaine, sociale, animale etc.). Par cet état de fait, la majorité de ces contemporains ne se projette pas dans des possibles contre carrant les négations de la vie.

Ces deux notions explicitées, les auteur-es nous livrent une thèse très intéressante, commençant par la critique de l'engagement-transcendance (celui des militants et militantes tristes). Celui-ci est la forme de militantisme héritée des deux siècles derniers. En ce qu'elle reste dans des représentations « religieuses » : une promesse (religions, idéologies etc.), faisant advenir un paradis (religieux ou humaniste), à travers un sujet (messies, prolétariat etc.) et l'histoire

connaîtra sa fin pour l'éternité. Quand le paradis tarde à venir, ou que le sujet tarde à se conscientiser, l'activiste triste perd la foi, et maudira l'humanité en reniant tous ses engagements.

AUTOGESTION ET ANIMATION

À ce type d'engagement les auteur-es proposent, l'engagement-recherche, celui dans lequel s'inscrivent déjà différentes composantes du mouvement libertaire. La notion d'animateurs et animatrices des luttes que l'Union communiste libertaire revendique trouve ici entièrement son sens : « *Nous promovons une conception autogestionnaire du rôle d'animateurs et d'animatrice des luttes. [...] l'intervention autogestionnaire est nécessairement contradictoire puisqu'elle tend, en même temps, à l'autodirection des mouvements par ceux et*

celles qui luttent, à la prise de parole par tous et toutes, et à la responsabilisation collective. Cette dialectique vivante est nécessaire. »

Si le livre nous emmène à revoir des concepts de penseurs différents (Deleuze, Foucault, Spinoza etc.) mis au goût du jour, à (re)découvrir des expériences passées concrètes (Tupamaros), il est franchement à regretter le niveau global de rédaction, qui ne se donne pas les moyens d'une vulgarisation accessible au plus grand nombre.

Le livre est cependant à lire et les idées à partager, afin de se saisir de la complexité des situations d'engagements.

Afin de rendre les propos de ce livre plus accessibles, des ateliers d'arpentage seraient les bienvenus.

Marouane (UCL Nantes)

Histoire

Rirette Maîtrejean et l'anarchisme individualiste

Partant de la narration de la vie de Rirette Maîtrejean, Anne Steiner nous convie à un voyage dans un temps, une époque, celle des « *en-dehors* ». L'ouvrage se lit aisément et l'auteure porte un regard humain et critique sur cette aventure, pleine d'enseignements qui se fracassa puis se délitait avec l'affaire des « bandits tragiques » (la bande à Bonnot) et la guerre de 1914-1918.

Ce périple dans les milieux anarchistes individualistes autour des années 1910 est l'occasion de côtoyer Libertad, Lorulot, Mauricius, Victor Serge... et bien d'autres, tous ces militants et toutes ces militantes libertaires aux parcours sociaux tortueux et tourmentés. Anne Steiner effleure habilement la théorie anarchiste individualiste car tel n'est pas le propos de son livre. Elle décrit l'atmosphère d'alors, faite d'entraide, d'écoute, de compromission et parfois de sentiments moins nobles.

Mais le livre est avant tout la narration de la vie de Rirette Maîtrejean. Elle fut avec Victor



● Anne Steiner, *Les En-dehors. Anarchistes individualistes et illégalistes à la « Belle Époque »* L'Échappée, deuxième édition, 2019, 288 pages, 19 euros

Serge, la directrice du journal *L'Anarchie* qu'elle reprit après le décès de Libertad et l'intermède de Mauricius.

CAUSERIES POPULAIRES ET AMOUR LIBRE

Une vie consacrée à la reconnaissance des femmes dans ce milieu, pourtant censé être ouvert d'esprit mais parfois bien mesquin et machiste. Les femmes du milieu individualiste étaient étrangères aux revendications des féministes de leur temps sur le droit de vote, elles prônaient l'abstention. Elles ne s'impliquaient pas dans le mouvement syndical mais militaient pour les méthodes de contraception et l'avortement.

Au fil des pages, on découvre ce monde des Causeries populaires, de l'amour libre, des végétariens et végétariennes. L'auteure aborde avec sensibilité les questions de la sexualité dans ce milieu ouvert, les contradictions qui naissent à ce sujet, mais aussi ses forts sentiments de camaraderie, cette loi de

l'hospitalité et de l'entraide qui entraînera plus d'un et plus d'une à la prison, au bain et à l'échafaud. Pages merveilleuses mais aussi sordides... Le dénouement n'est pas toujours à la hauteur des espoirs portés.

Ce monde ne se révéla pas si avenant qu'il n'en eut l'air. En témoignent les tensions entre Rirette et certains individualistes qui ne lui pardonnèrent pas ses « *Mémoires* ».

Les désaccords profonds entre le compagnon et mari de Rirette, Victor Serge et Lorulot se creuseront encore plus après l'affaire Bonnot et la mise en question de la stratégie de l'illégalisme par Victor Serge.

QUAND VICTOR SERGE RENIE L'ILLÉGALISME

Ce dernier connaîtra la prison, cinq longues années, assorties d'une interdiction du territoire de la même durée. Il ne sortira qu'en pleine guerre mondiale, demandera à rejoindre le front dans les unités russes, partira finalement en Espagne. Il repro-

chera aux anarchistes individualistes leur non-engagement pour la Révolution russe. Il ralliera la Russie en pleine révolution. Il aura des responsabilités dans le Parti communiste russe qu'il quittera, sera à nouveau emprisonné puis il gagnera le Mexique pour y mourir.

Durant tout ce temps, Rirette lui gardera son amitié bien qu'ils ne fussent plus ensemble. Elle restera en contact avec Louis Lecoq, May Picqueray et quelques autres. Rirette décédera en 1968 alors que les idées qu'elle avait défendues à 20 ans, ressurgissaient.

Dominique Sureau (UCL Angers)



BD

300 000 ans pour en arriver là

Enfin un bouquin (un beau roman graphique) qui vulgarise bien sur le sujet de l'« effondrement ». Les auteurs Grégory Jarry et Otto T. ne sont pas des inconnus du genre de la vulgarisation, ils ont notamment publié la série assez connue *Petite Histoire des colonies françaises*.

Dans une écriture à plusieurs niveaux, on voit se répondre différentes mises en situation, d'un rite de passage à l'âge adulte il y a 10 000 ans jusqu'à des écolos qui assiègent le dernier bastion des capitalistes qui ont détruit tous les écosystèmes. Des différentes COP avec capitalistes qui se marrent du bon fonctionnement de leur stratégie où la

mainmise d'une vision économique comme religion, vraiment beaucoup de thèmes sont abordés.

Le style narratif qui a fait le succès des deux auteurs est de nouveau utilisé dans ce volume avec une narration efficace accompagnée de petits strips rigolos et pertinents pour compléter le propos. Cette création graphique se décline donc ici sous plusieurs formes en fonction des protagonistes sans perdre le lecteur.

S'il n'y avait que le constat des causes de l'effondrement, ce livre ne serait somme toute pas si original. Mais les auteurs ont aussi mis en avant une critique du pacifisme et des raisons de se

révolter. Quelques petites phrases à la « aimons-nous les uns les autres » sont copieusement critiquées, la mainmise des élites sur le pouvoir, ou la soumission des masses, la répression contre toute idée déviante comme l'anarchisme...

On pourra toujours dire que ce roman va un peu vite et est réducteur sur un sujet qui traite de 10 000 ans de domination et des origines de la destruction, mais son rôle n'est pas de tout expliquer. Au contraire, cette écriture, toujours rafraîchissante, vise plutôt à mener à l'action, et dans le contexte actuel où les écolos se demandent quels moyens utiliser pour faire changer les choses,

le bouquin donne une réponse claire (p.88) : « *le message pacifiste a été tellement intégré [...] qu'il protège le système au lieu de le défoncer* » alors « *on les bute ? Je me sens chaud, là* ».

Reinette noyée (UCL Aveyron)

● Grégory Jarry et Otto T., *300 000 ans pour en arriver là*, Éditions FLBLB, 2019, 136 pages, 21 euros



Aveyron, 25 juillet-1^{er} août

Journées d'été rouge et noir

Chaque été, l'UCL organise une semaine d'échanges, de débats, de formations mais aussi de détente. Les abonné-es au mensuel *Alternative libertaire* y sont cordialement invité-es.

Chaque été, en Aveyron, l'Union communiste libertaire propose à ses militant-es et sympathisant-es de se retrouver dans un cadre différent. L'occasion de mettre des noms sur des visages, de transmettre des expériences, d'approfondir des connaissances et de partager des moments de convivialité.

Le cadre est magnifique : c'est le hameau de Bécours, dans l'Aveyron.

Peuvent y participer :

- les militantes et militants de l'UCL ;
- les souscripteurs et souscriptrices aux Ami-es d'*Alternative*

libertaire mensuel ;

- les abonné-es au mensuel *Alternative libertaire*...
- et bien sûr les conjoint-es et enfants.

Pour y venir, il faut :

- régler, par nuitée, 19 euros par adulte, 13 euros par enfant ;
- avoir lu la courte *Charte d'autogestion des Journées d'été rouge et noir* (ci-dessous).

En effet, pendant ces journées, nous constituons des équipes pour préparer les repas, assurer les services, faire la vaisselle, nous occuper de l'entretien des lieux, etc. Bref, nous pratiquons l'autogestion à petite échelle !



Les Rencontres d'été rouge et noir se tiennent depuis 2018 dans le hameau de Bécours (Aveyron), magnifiquement réhabilité, depuis 1980, par les Éclaireuses et éclaireurs de France. Ici, pendant la phase de montage.

Au programme cette année

25 JUILLET

Installation, détente.

26 JUILLET

Formation sur l'économie et débat autour du livre de Frédéric Antonini, *Pour une économie libertaire, pistes et réflexions* ; présentation du livre de Guillaume Davranche *Dix questions sur l'anarchisme*, et débat avec l'auteur ; argumenter contre le confusionnisme ; **plénière : énergie nucléaire, comment s'en sortir ?** Avec Marie-Christine Gambérini (collectif Arrêt du nucléaire).

27 JUILLET

Présentation-débat autour du livre d'Adeline de Lépinay, *Organisons-nous. Manuel critique*, et débat avec l'autrice ; débats sur informatique, liberté et invasion technologique ; Kurdistan : où en est la situation ? ; **plénière : enseignements des grèves de l'hiver 2019-2020**, avec la commission Travail de l'UCL.

28 JUILLET

Algérie, de l'indépendance aux mobilisations populaires contemporaines, avec Nedjib Sidi Moussa (sous réserve) ; Kanaky, quelles perspectives ?, avec Daniel Guerrier ; identité juive, antisémitisme et racisme ; **plénière : état du mouvement libertaire dans le monde**, avec Angel Bosqued (CGT espagnole, sous réserve) ; soirée festive.

29 JUILLET

Matinée détente ; Palestine : où en est la situation ?, avec Pierre Stambul (UJFP) ; S'organiser syndicalement : pourquoi ? com-

ment ? Réponses à partir de cas concrets ; **plénière : climat, effondrement ou révolution ?** avec Pierre Madelin, auteur d'*Après le capitalisme* (Ecosociété, 2017) ; projection de *Le Sens de l'effort*, en immersion dans les gilets jaunes toulousains, puis débat avec l'auteur.

30 JUILLET

(JOURNÉE ANTIPATRIARCALE)

Les violences sexistes et sexuelles dans les organisations ; le masculinisme c'est quoi ? ; Histoire des luttes LGBTI ; violences contre les femmes au travail ; **plénière : bilan de la campagne de l'UCL et perspectives** ; présentation de la réédition de *Notre corps, nous-mêmes* avec Nina Faure.

31 JUILLET

État d'urgence sanitaire et mouvement social ; Construire l'outil syndical : témoignages de camarades d'unions locales CGT et Solidaires, et militant-es du secteur public ou privé ; **plénière : quel positionnement libertaire dans la lutte contre l'islamophobie ?**

1^{er} AOÛT

Démontage, détente et départ.

Chaque année, il y a également des ateliers pratiques : « 5 règles d'or » pour rédiger et maquetter un tract, prise de parole en public, sécurité et action collective en manif... Attention, le programme peut bouger d'ici juillet !

Infos pratiques et programme développé sur : Unioncommunistelibertaire.org

Charte d'autogestion des Journées d'été

Voici les quelques consignes à observer pour que la semaine soit des plus productives et conviviales. Chacune et chacun s'engage à :

...respecter les espaces partagés

- Le centre international des éclaireuses et éclaireurs de France, à Bécours, nous accueille. Le lieu n'est pas « privatisé » et nous respectons les règles de vie collective du site :
- pas d'animaux, même tenus en laisse ;
 - maintien de la propreté des lieux ;
 - respect des autres groupes pouvant camper ailleurs sur le site ;
 - respect des espaces fumeur et non-fumeur ;
 - respect de la quiétude nocturne.

...faire sa part dans l'autogestion

Si le séjour est si peu cher, c'est parce que les tâches ménagères sont gérées collectivement, à tour de rôle. Deux sortes de tâches existent :

- des « lourdes » : débarrassage des plats + nettoyage cuisine, nettoyage des sanitaires, cuisine, installation du site le premier jour, désinstallation du site le dernier jour ;
- des « légères » : servir à table, superviser la vaisselle autogérée, tenir la librairie, sortir les poubelles, disposer le petit-déjeuner, tenir le bar, mettre la table, encaisser les inscriptions.

Une tâche lourde vaut 2 tâches légères. La quote-part est d'au moins 1 tâche lourde et 2 tâches légères par personne, pour 3 jours de séjour. Faites vos comptes !!

...régler sa participation aux frais

Un « guichet » pour encaisser les règlements sera ouvert chaque midi, au début du repas.

...établir des relations égalitaires

- Ne seront tolérés ni racisme, ni sexisme, ni homophobie.
- Le consentement sexuel est impératif : quand c'est non, c'est non ; un silence ne doit pas être interprété comme un oui.

...rester digne en toute circonstance

- Le bar est ouvert pendant les moments de détente ; il est fermé pendant les conférences, débats et formations.

Programme évolutif

Il reste possible aux participantes et participants de proposer, sur place, des ateliers en concertation avec la commission d'organisation. Si le sujet est pertinent, la commission soumettra la proposition finalisée à l'assemblée générale.



Le 8 mars à Montpellier

Un nouveau départ pour la lutte féministe

Cette année, pour la première fois depuis bien longtemps, les associations de terrain, collectifs, syndicats et organisations politiques ont préparé ensemble les mobilisations féministes du 25 novembre et du 8 mars. L'appel de mars n'a cependant réuni que 24 orgas signataires, contre 44 en novembre. Pourquoi ? En raison du refus de faire de la place à la propagande électoraliste pré-municipales, mais aussi parce que des associations institutionnelles ont été gênées par l'accent mis sur l'opposition à la casse des retraites... L'UCL avait poussé sur ces deux points qui lui tiennent à cœur. Hélas, dans la rue, la jonction avec le mouvement social sur les retraites sera insuffisante.

Novembre avait été une très belle réussite. Mars l'a été plus encore, avec plus de 3 000 personnes pour une manif festive et revendicative. Affichage politique sur les murs, pancartes, slogans et happening (« A cause de Macron », « Le violeur c'est toi ») ont rythmé cette marche.

L'UCL Montpellier a largement participé à ce grand moment, via sa commission féministe locale. Les camarades étaient là le jour J, avec slogans, drapeaux, tract fédéral, collage d'affiches le long de la



Près de 3 000 personnes ont défilé, avec une incroyable créativité dans les modes d'expression et d'apparition.



manifestation, et prise de parole. À la librairie anarchiste La Mauvaise réputation, qui héberge l'UCL, un atelier de création militante avait réalisé des visuels, collés la veille sur le parcours de la manif.

Le 6 mars, La Mauvaise réputation avait aussi accueilli un débat organisé par la commission féministe de l'UCL, avec une camarade du Planning familial et une de la CGT, pour faire le point sur la portée particulière de ce 8 mars, sur les plans international, national et local. Ça a été l'occasion de mettre en lumière le travail quotidien des féministes dans les syndicats et les associations de terrain. Nos revendications immédiates ne peuvent se passer de ces retours d'expérience, qui doivent nourrir notre projet révolutionnaire !

Espérons que ce début de travail en commun permette la préparation d'une véritable grève des femmes pour l'année prochaine, et dès demain pour une plateforme revendicative féministe locale.

UCL Montpellier

Photos Constance Meylan

L'équipe d'Alternative libertaire : secrétariat de rédaction Julien, Marco (Politique), Lucie (Antipatriarcat), Guillaume D. (Syndicalisme), Cuervo, Aurore (Histoire), Cécile, Mélanie (Culture), Jean-Luc, Irène (Écologie), Léo (Numérique), Hugues, David (Antifascisme) maquette et icône Florent, François et Benjamin B. archivage web Marouane, Pablo, Édouard

Féminisation des articles : Nos textes et notre iconographie s'efforcent de mettre en avant le rôle des femmes et des minorités sexuelles. La méthode de féminisation que nous privilégions est celle de la périphrase et répétition.

Directeur de publication M. Dondelot. Édité par AL. ISSN 1157-8661 Commission paritaire n° 0420 D 11516 Imprimerie Corlet, Condé-en-Normandie (14).

Pour écrire au mensuel : journal@communisteslibertaires.org Problème d'abonnement ? permanence@communisteslibertaires.org



Ami.es d'AL, vous pouvez déduire des impôts 66 % de vos dons. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.unioncommunistelibertaire.org



Pour contacter l'UCL

AU NIVEAU FÉDÉRAL

Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris cedex 19
contact@communisteslibertaires.org
Unioncommunistelibertaire.org

AU NIVEAU LOCAL

De Cayenne à Bruxelles, de Brest à Marseille... retrouvez les blogs et les adresses des groupes UCL sur Unioncommunistelibertaire.org

PERMANENCES FÉDÉRALES

Au 92, rue d'Aubervilliers, Paris 19^e (métro Stalingrad, Marx-Dormoy ou Riquet). Horaires variables, téléphonez avant : 09 5023 1936.



Où acheter Alternative libertaire près de chez vous ? Réponse sur Unioncommunistelibertaire.org

abonnez-vous

- Je m'abonne à Alternative libertaire (22 euros pour un an, 16 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
- Je souhaite recevoir de la documentation sur les « Ami.es d'AL ».
- Je souhaite peut-être adhérer à l'UCL, merci de me contacter

NOM
PRÉNOM
TÉL. (pour adhérer)
E-MAIL
ADRESSE

à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris cedex 19



SOUSCRIVEZ aux Ami.es d'AL

pour soutenir le développement du mensuel Alternative libertaire sans pour autant adhérer à l'UCL.

ADHÉREZ à l'UCL

pour construire une force militante, contribuer aux luttes sociales et développer le projet communiste libertaire.

Qui sommes-nous ?

Alternative libertaire est le mensuel de l'Union communiste libertaire. Se situant dans la continuité du mouvement libertaire ouvrier international, l'UCL reprend les idées-forces sans rejeter les acquis positifs des autres courants.

Fondée en 2019, l'Union communiste libertaire milite pour une rupture avec le capitalisme, la socialisation des moyens de production et une société sans classes et sans État fondée sur l'autogestion socialiste, l'égalité réelle des hommes et des femmes, la liberté et la démocratie directe.

Pour faire grandir ce projet révolutionnaire, nous construisons une organisation implantée parmi les travailleurs et les travailleuses, dans la jeunesse, active dans les mouvements sociaux, les syndicats de lutte, et dans tous les grands combats émancipateurs (féministes, écologistes, égalitaires...).

Notre stratégie révolutionnaire repose sur une dialectique entre deux niveaux d'intervention complémentaires :

- ★ le développement d'un courant communiste libertaire dont les propositions rencontrent un écho dans la société ;
- ★ le développement d'un vaste mouvement social incluant les syndicats combattifs et associations de lutte, indépendant des partis politiques et de l'État, véritable contre-pouvoir populaire à même de réorganiser la société à l'issue d'une crise révolutionnaire qui aura balayé le capitalisme.